Département de la Drôme

COMMUNE D'EYGALAYES

26560 EYGALAYES

Tél : 04.75.28.41.03

Email : mairie-eygalayes@orange.fr

**PROCÈS VERBAL DU CONSEIL MUNICIPAL
DU 30 NOVEMBRE 2021**

L'an deux mille vingt et un, le trente novembre à seize heures, le Conseil Municipal de la commune d'Eygalayes dûment convoqué en assemblée ordinaire, s'est réuni sous la présidence de Georges ROMEO, Maire, à la Mairie d'Eygalayes.

Membres présents : Georges ROMEO, Éric LYOBARD, Éric BARTHÉLÉMY, Maximilien GIRARD, Annie PASCAL, Nicolas ARMAND

Membre absent : Guillaume VELT

Date de la convocation : 23 novembre 2021

Secrétaire de séance : Éric LYOBARD

Membres en exercice : 7

ORDRE DU JOUR :

ORDRE DU JOUR :

- *Approbation du procès-verbal du conseil municipal du 21 septembre 2021*
- *Mise en place de la nomenclature M57 à compter du 1^{er} janvier 2022*
- *Décision modificative budgétaire*
- *Autorisations spéciales d'absence pour événements familiaux accordées aux agents de la collectivité*
- *Organisation du temps de travail*
- *Adhésion au pôle archives, numérisation et RGPD du CDG 26*
- *Proposition du programme de travaux DECI par le bureau d'étude*
- *DECI – demande de financement*
- *Autorisation de déplacement d'une canalisation AEP – parcelle B 684*
- *Participation financière pour le déplacement de la canalisation AEP – parcelle B 684*
- *Adressage de la commune.*
- *Questions diverses*

Début de Séance : 16H

Approbation du procès-verbal du conseil municipal du 30 novembre 2021

Georges Roméo informe que :

- Les travaux supplémentaires pour l'effacement et la fiabilisation des réseaux ont été réglés.
- Concernant la parcelle B 611, tous les propriétaires riverains avaient été conviés à une réunion en vue d'une médiation mais il a été impossible de tous les réunir. Georges Roméo donne lecture d'un courrier adressé à M. et Mme Meirone dans lequel il leur est demandé de restituer une partie de la parcelle incluse dans le périmètre de leur clôture. C'est dans un premier temps une procédure amiable. Aucune réponse n'est parvenue à la mairie à ce jour.
- Pour le projet handball, Éric Lyobard informe qu'un projet de construction d'un gymnase est en cours.
- Le projet d'installation de yourtes a été abandonné.
- Tattiana Delarozière sera l'agent recenseur pour le recensement de population 2022.

Approuvé à l'unanimité

Mise en place de la nomenclature comptable M 57 à partir du 1^{er} janvier 2022

Georges Roméo donne la parole à Géraldine Barrère qui explique que cette norme comptable sera obligatoirement applicable à compter du 1^{er} janvier 2024, que la commune d'Eygalayes s'est portée

volontaire pour une mise en place à compter du 1^{er} janvier 2022. Elle ne concerne que le budget principal. Cette nomenclature est beaucoup plus détaillée que celle utilisée actuellement avec disparition des articles à terminaison 8 qui concernaient les « divers ». Elle se rapproche de la comptabilité privée. Les plus gros changements concernent :

- L'application de la fongibilité des crédits, c'est-à-dire que le maire pourra procéder à des mouvements de crédits de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, dans la limite de 7,5 % du montant des dépenses réelles de chacune des sections, sans passer par une délibération du conseil municipal.
- le principe de l'amortissement d'une immobilisation au prorata temporis. L'amortissement commence à la date de mise en service de l'immobilisation et non l'année suivante comme actuellement, sachant que dans les communes de moins de 3500 habitants, les amortissements ne concernent que les études si elles ne sont pas suivies de travaux.

Éric Lyobard demande s'il sera quand même possible de prendre une délibération pour les mouvements de crédits afin de porter à connaissance des conseillers municipaux la décision. Il lui est répondu que le conseil municipal en sera informé.

Vote POUR « 5 », Vote CONTRE « 0 », ABSTENTION « 1 » (Éric Lyobard)

Décision modificative budgétaire

Georges Roméo indique que l'état d'anomalies des contrôles comptables de la trésorerie a fait ressortir le mandat n° 53 de 2013, passé à l'article 1641 au lieu de l'article 16878 pour la somme de 30 000 € et qu'il convient de régulariser par les écritures suivantes : un titre au 1641 et un mandat au 16878, il y a lieu d'ouvrir les crédits correspondants.

Voté à l'unanimité

Autorisations spéciales d'absence pour évènements familiaux accordées aux agents de la collectivité

Georges Roméo donne la parole à Géraldine Barrère qui expose que l'autorité territoriale a la possibilité de donner aux agents des autorisations d'absence en fonction d'évènements familiaux (naissance, mariage, décès...). Il est nécessaire de voter une délibération qui fixe ce principe et énonce les possibilités. Le projet de délibération a été soumis au Comité Technique qui a émis un avis favorable.

Éric Lyobard demande si les nécessités de service sont prises en compte. Il lui est répondu que oui, cela est mentionné dans l'article 1.

Voté à l'unanimité

Organisation du temps de travail

Georges Roméo donne la parole à Géraldine Barrère qui expose que toutes les collectivités territoriales n'appliquaient pas le même temps de travail pour leurs agents. Les services de l'État demandent de délibérer afin d'harmoniser le temps de travail à 1607 heures annuelles. Ce principe garantit une égalité de traitement en ce qui concerne le temps de travail global sur 12 mois, tout en permettant des modes d'organisation de ce temps différents selon la spécificité des missions exercées.

Le projet de délibération a été soumis au Comité Technique qui a émis un avis favorable.

Annie Pascal s'étonne que les conseillers municipaux soient sollicités pour prendre des décisions sur des sujets purement administratifs.

Voté à l'unanimité

Adhésion au pôle archives, numérisation et RGPD du CDG 26

Georges Roméo informe que pour la commune d'Eygalayes, cette convention concerne surtout le RGPD (Règlement Général pour la Protection des Données). Un agent du Centre de Gestion vient une journée tous les 2 ans vérifier la conformité des mesures mises en place par la commune avec ce règlement.

Voté à l'unanimité

Proposition du programme de travaux DECI par le bureau d'étude

Georges Roméo rappelle que les montants proposés pour les travaux ont été ainsi définis dans l'étude DECI (Défense Contre l'Incendie) :

- approche n°1 : 861 300 €
- approche n°2 : 96 800 €
- travaux DETR : 52 800 €

Ont été préconisées, l'installation de 2 citernes incendie quartier La Saulce, une en face de la mairie (à moins de 200 mètres des habitations) et une réserve dans le bassin d'eau potable. Les travaux seraient subventionnés à 80 %.

Les travaux ne sont pas obligatoires ; l'étude informe la commune de ce qu'il serait nécessaire de mettre en place.

Éric Lyobard propose de faire un courrier au préfet en indiquant que l'obligation de réaliser l'étude a été satisfaite mais qu'en revanche il est impossible financièrement pour la commune de réaliser les travaux et que certains travaux pourront être planifiés par tranche. La responsabilité de la commune est engagée puisqu'elle est informée des risques.

Georges Roméo craint que pour les futures demandes de permis de construire, il y ait des refus si les mesures de protection contre les incendies ne sont pas mises en place.

Éric Barthélémy pense qu'il serait préférable de faire en amont un travail de prévention (débroussaillage...). Il est étonné des résultats de l'étude qui ne prennent pas en compte les risques pour les exploitations agricoles et les ERP. Il trouve le travail du bureau d'étude insuffisant.

Georges Roméo indique que c'est avant tout la protection des personnes qui est prise en compte.

Éric Barthélémy estime que le temps d'intervention des pompiers est trop important compte tenu de l'importance du secteur géographique et que c'est pour cette raison qu'il est important d'éviter l'intervention des services de secours et d'incendie par des actions de prévention.

Éric Lyobard pense qu'utiliser de l'eau potable pour la lutte contre l'incendie est une aberration et qu'il serait plus judicieux de récupérer l'eau pluviale des toits des hangars agricoles.

Georges Roméo rappelle qu'il espérait que l'étude DECI préconise l'installation d'un réseau d'eau jusqu'au quartier La Saulce mais les citernes sont approvisionnées par camion.

Éric Barthélémy précise que la commune devra acquérir un terrain pour l'installation des citernes.

Georges Roméo précise que le terrain devra être en bordure de route.

Éric Lyobard se demande ce qu'il faut privilégier : le nombre d'habitants, le facteur risque...

Georges Roméo indique que le village est couvert par les dispositifs existants.

Maximilien Girard, qui est pompier, indique que si c'est possible, les pompiers pompent directement dans la rivière. Il se demande s'il ne serait pas possible de créer un bassin avec une bêche comme à Vers.

Georges Roméo indique que l'étude coûte 4 731 € H.T., qu'il était prévu qu'elle soit financée à 80 % si elle est suivie de travaux. Mais lors de la dernière réunion, il a été indiqué que le Département pouvait financer l'étude, même sans travaux, qu'il était cependant nécessaire d'avoir un schéma directeur d'eau de moins de 5 ans. La demande de subvention a été déposée sur le site du Département, il reste à transmettre la délibération, dans l'attente de la confirmation d'éligibilité de la demande.

Éric Barthélémy se demande s'il n'est pas possible d'augmenter la taille du réservoir.

Georges Roméo pense que cela reviendrait très cher mais qu'il y aurait la possibilité d'installer un bec de canard qui permette de créer une réserve d'eau dans le bassin avec la possibilité de l'utiliser en cas de pénurie d'eau potable.

Annie Pascal se demande si la commune programme des travaux au quartier La Saulce, aura-t-elle l'obligation d'engager des travaux sur d'autres sites. Elle se demande si l'installation d'une seule citerne suffirait.

Georges Roméo répond que non, que les travaux sont recommandés mais non obligatoires.

Éric Lyobard se demande s'il est possible de percevoir les subventions au fur et à mesure de la réalisation des travaux, si construire un bassin de rétention d'eau reviendrait plus cher que l'installation d'une citerne. Il pense qu'il faut sécuriser la population dans un premier temps, puis, ensuite réaliser des travaux en fonction des possibilités financières de la commune.

Georges Roméo indique que l'étude DECI coûte 4 731 € + une citerne : 20 000 € = 24 731 € x 80 % de subvention : 19 784,80 € et donc un reste à charge pour la commune de 4 946,20 €, soit environ le montant de l'étude seule sans subvention. La Préfecture demande aux communes de valider les choix des programmes de travaux afin de déterminer le montant de l'enveloppe DETR.

Éric Lyobard est d'avis de faire un minimum de travaux : une citerne ou une réserve d'eau pour couvrir la responsabilité de la commune et obtenir la subvention pour l'étude. Il pense que la réserve d'eau

serait plus appropriée. Pourquoi ne pas demander un devis ?

Georges Roméo propose d'appeler le bureau d'étude CEREG pour connaître leur position sur la réalisation d'une réserve d'eau.

DECI – demande de financement

Georges Roméo, comme il l'a expliqué précédemment demande au conseil municipal de prendre une délibération pour une demande de financement auprès du Département pour l'étude DECI.

Voté à l'unanimité

Autorisation de déplacement d'une canalisation AEP – parcelle B 684

Georges Roméo demande si les conseillers municipaux souhaitent se réunir à huis clos pour débattre de ce point ou s'ils souhaitent voter à bulletin secret. La réponse est négative. Il rappelle la demande de Tattiana Delarozière et Arnaud Reymann de déplacer la canalisation d'eau potable qui traverse leur terrain à l'endroit où leur future maison sera implantée, comme prévu sur le permis de construire. À l'époque, la canalisation avait été posée avec l'accord du propriétaire, mais aucun acte de servitude n'avait été dressé. Deux possibilités pour le nouveau tracé : sur le haut de la parcelle avec une ventouse ou sur le bas avec une vidange. Georges Roméo est favorable et interroge les conseillers municipaux. Éric Lyobard a contacté le bureau d'étude qui avait réalisé le schéma directeur de l'eau, pour avoir confirmation qu'il n'y aurait pas de perte de pression ; ce qui a été confirmé, à condition d'installer en fonction du tracé retenu une ventouse ou une vidange. L'ensemble des conseillers municipaux sont favorables.

Voté à l'unanimité

Participation financière pour le déplacement de la canalisation AEP – parcelle B 684

Georges Roméo rappelle que la commune a l'obligation d'amener les réseaux en bordure de propriété ; dépenses compensées par la taxe d'aménagement (2 300 € dans le cas présent).

Tattiana Delarozière et Arnaud Reymann ont souhaité une participation de la commune pour le déplacement de la canalisation. Georges Roméo rappelle que la commune s'était engagée à les aider après obtention du permis de construire. Il présente les 3 devis et indique que le choix de l'entreprise et de la solution incombera aux propriétaires :

- Richard TP : 6 003 €
- Société drômoise de construction : 5 692 €
- Nicolas TP : 3 506 €

Georges Roméo propose de prendre en charge 50 % du montant du devis le moins élevé.

Annie Pascal s'interroge sur le choix du devis. Faut-il fixer un pourcentage ou un montant de la prise en charge de la commune ?

Éric Lyobard demande qui va être le maître d'œuvre et quel devis va être retenu ? Il serait favorable pour participer à hauteur de 50 % du montant de la taxe d'aménagement. Georges Roméo répond que ce sont les propriétaires qui sont maître d'ouvrage puisque ce sont eux qui choisiront le prestataire.

Éric Barthélémy indique qu'à la base c'est la commune qui est en défaut.

Georges Roméo demandera que la servitude soit mentionnée dans l'acte de vente.

Maximilien Girard souhaite que la commune participe à minima à hauteur de la taxe d'aménagement. Il faut favoriser l'installation d'une jeune famille.

Éric Barthélémy pense qu'il faut faire un effort pour l'installation d'une famille sur la commune.

Georges Roméo propose une participation de 2 000 € sachant qu'il faudra prendre en charge l'installation du compteur ; il restera donc 300 € pour cela sur le montant de la taxe d'aménagement. Il rappelle que les montants dépensés pour les dernières constructions sont d'environ 2 000 €.

Il demande aux conseillers municipaux de se positionner sur le montant d'une participation de 2 000 €.

Éric Barthélémy, Annie Pascal, Maximilien Girard sont pour. Éric Lyobard et Nicolas Armand souhaitent que la participation de la commune ne soit pas supérieure à 50 % du montant de la taxe d'aménagement. Nicolas Armand craint que le geste soit répété pour tout le monde. Éric Lyobard indique que cela ne pourrait se reproduire que dans un cas similaire de servitude non actée et d'une construction neuve.

Vote POUR « 4 », Vote CONTRE « 2 », ABSTENTION « 0 »

Adressage de la commune

Georges Roméo rappelle qu'il faut que l'adressage de la commune soit conforme, notamment pour l'installation de la fibre. Toutes les voies doivent être nommées ; il ne doit plus y avoir de quartier.

Il présente la proposition de La Poste d'un montant de 3 000 € H.T.

Éric Barthélémy indique qu'il n'y a pas que La Poste qui réalise cette prestation. Il se demande s'il y a possibilité de corriger le nom des voies.

Éric Lyobard indique que l'adressage est également utile pour la distribution du courrier et des colis.

La décision du nom des voies appartient à la commune. Sur la base nationale des adresses, les noms de voie apparaissent mais ne sont pas validés.

Les conseillers municipaux valident le devis de La Poste.

Voté à l'unanimité

Questions diverses

- ⇒ Georges Roméo informe qu'à la suite des dégâts des eaux de la mairie, l'expert a établi un rapport dans lequel des postes du devis ont été oubliés, les calculs sont erronés et une vétusté a été appliquée. Lors d'une conversation téléphonique, l'expert a indiqué refaire son rapport avec des calculs justes et sans vétusté. Mais pour l'instant la mairie est toujours dans l'attente de ce rapport. Le premier devis a été fait par un entrepreneur qui n'est jamais venu sur place et qui n'a pas honoré ses rendez-vous. Le devis a été fait en fonction des mesures relevées par le maçon. Une demande de devis a été faite à une autre entreprise.

Éric Lyobard pense qu'il faut relancer l'assureur de la commune : Groupama.

Éric Barthélémy relève avec humour que ces dégâts ont été occasionnés suite à une faute de l'entreprise qui était censée faire des travaux qui éviteraient des fuites.

- ⇒ Georges Roméo souhaiterait que la commune d'Eygalayes ait un blason et il souhaite associer la population à la création de ce blason. Les propositions sont à transmettre à la mairie.
- ⇒ Georges Roméo souhaite que les conseillers municipaux réfléchissent aux investissements à réaliser et à inscrire aux budgets 2022.
- ⇒ Annie Pascal informe que le 14 janvier, le SIVOS se réunira pour décider de la clé de répartition de la participation des communes. Des simulations ont été présentées. Faut-il garder la répartition actuelle : 1/3 potentiel fiscal, 1/3 nombre d'habitant, 1/3 nombre d'enfant ou faut-il prendre en compte seulement le nombre d'enfant.
Éric Lyobard indique qu'il faut revoir les statuts. Il pense que la participation au nombre d'enfant est plus logique et plus juste avec une participation de solidarité pour les communes sans enfant, car le coût de la scolarité d'un enfant est le même quelque soit sa commune d'origine. Il rappelle l'importance que les deux délégués soient présents le 14 janvier prochain pour voter car les avis sont partagés. Pour information le budget de fonctionnement du SIVOS de Séderon est de 30 % plus élevé que celui des autres SIVOS.
- ⇒ Annie Pascal interroge sur le devenir des jardins partagés qui ne sont plus entretenus. Georges Roméo indique qu'il n'y a plus que 2 parcelles louées à M. Velt, que ce dernier lui a indiqué que pour l'instant, il ne pouvait pas s'en occuper. Georges Roméo lui a demandé de prendre une décision avant la fin de l'année, sinon la commune les récupèrera. Il sera demandé à Christophe Chanu de les nettoyer.
Éric Lyobard propose de créer un jardin d'enfant.
Éric Barthélémy pense que ce type d'installation est très onéreuse.
Georges Roméo rappelle qu'il avait été question d'y faire un parking. Éric Lyobard pense qu'il ne faut pas faire un grand parking afin que les camping-cars ne puissent pas y stationner. Il pense qu'il est difficile de changer les habitudes et que les voitures qui stationnent devant la maison Miani et la fontaine y seront toujours à moins d'interdire ces emplacements.
- ⇒ Éric Lyobard aborde le sujet du déneigement et indique que l'entreprise Richard TP ne souhaite plus être prestataire de la commune. Maximilien Girard informe qu'il a acquis une lame de déneigement et qu'il effectuera la prestation au même tarif que Richard TP. Georges Roméo

propose la signature d'une convention. Le circuit de déneigement sera revu ainsi que le déneigement des privés.

- ⇒ Éric Lyobard informe de l'obligation d'installation d'un défibrillateur dans les ERP.
Éric Barthélémy pense que cela implique une formation. Éric Lyobard répond que les défibrillateurs sont automatiques et qu'ils ne fonctionnent pas si l'usage n'est pas correct. Il pense que ce serait une bonne idée de demander aux pompiers d'organiser des formations de premiers secours.
- ⇒ Éric Lyobard souhaiterait que la commune ouvre un cahier de doléances à la mairie afin que les habitants puissent y transmettre leurs réclamations.
Éric Barthélémy informe que cela peut se faire via le site internet et l'adresse électronique de la mairie.

Fin du conseil municipal : 18h15

Interventions du public :

- ❖ Location d'un terrain pour l'installation d'une citerne DECI à La Saulce ou pourquoi pas sur la parcelle B 611.
- ❖ Jardins partagés.
- ❖ Emplacement parking.

Le secrétaire,
Éric Lyobard

Département de la Drôme

COMMUNE D'EYGALAYES

26560 EYGALAYES

Tél : 04.75.28.41.03

Email : mairie-eygalayes@orange.fr

**PROCÈS VERBAL DU CONSEIL MUNICIPAL
DU 30 NOVEMBRE 2021**

L'an deux mille vingt et un, le trente novembre à seize heures, le Conseil Municipal de la commune d'Eygalayes dûment convoqué en assemblée ordinaire, s'est réuni sous la présidence de Georges ROMEO, Maire, à la Mairie d'Eygalayes.

Membres présents : Georges ROMEO, Éric LYOBARD, Éric BARTHÉLÉMY, Maximilien GIRARD, Annie PASCAL, Nicolas ARMAND

Membre absent : Guillaume VELT

Date de la convocation : 23 novembre 2021

Secrétaire de séance : Éric LYOBARD

Membres en exercice : 7

ORDRE DU JOUR :

ORDRE DU JOUR :

- *Approbation du procès-verbal du conseil municipal du 21 septembre 2021*
- *Mise en place de la nomenclature M57 à compter du 1^{er} janvier 2022*
- *Décision modificative budgétaire*
- *Autorisations spéciales d'absence pour événements familiaux accordées aux agents de la collectivité*
- *Organisation du temps de travail*
- *Adhésion au pôle archives, numérisation et RGPD du CDG 26*
- *Proposition du programme de travaux DECI par le bureau d'étude*
- *DECI – demande de financement*
- *Autorisation de déplacement d'une canalisation AEP – parcelle B 684*
- *Participation financière pour le déplacement de la canalisation AEP – parcelle B 684*
- *Adressage de la commune.*
- *Questions diverses*

Début de Séance : 16H

Approbation du procès-verbal du conseil municipal du 30 novembre 2021

Georges Roméo informe que :

- Les travaux supplémentaires pour l'effacement et la fiabilisation des réseaux ont été réglés.
- Concernant la parcelle B 611, tous les propriétaires riverains avaient été conviés à une réunion en vue d'une médiation mais il a été impossible de tous les réunir. Georges Roméo donne lecture d'un courrier adressé à M. et Mme Meirone dans lequel il leur est demandé de restituer une partie de la parcelle incluse dans le périmètre de leur clôture. C'est dans un premier temps une procédure amiable. Aucune réponse n'est parvenue à la mairie à ce jour.
- Pour le projet handball, Éric Lyobard informe qu'un projet de construction d'un gymnase est en cours.
- Le projet d'installation de yourtes a été abandonné.
- Tattiana Delarozière sera l'agent recenseur pour le recensement de population 2022.

Approuvé à l'unanimité

Mise en place de la nomenclature comptable M 57 à partir du 1^{er} janvier 2022

Georges Roméo donne la parole à Géraldine Barrère qui explique que cette norme comptable sera obligatoirement applicable à compter du 1^{er} janvier 2024, que la commune d'Eygalayes s'est portée

volontaire pour une mise en place à compter du 1^{er} janvier 2022. Elle ne concerne que le budget principal. Cette nomenclature est beaucoup plus détaillée que celle utilisée actuellement avec disparition des articles à terminaison 8 qui concernaient les « divers ». Elle se rapproche de la comptabilité privée. Les plus gros changements concernent :

- L'application de la fongibilité des crédits, c'est-à-dire que le maire pourra procéder à des mouvements de crédits de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, dans la limite de 7,5 % du montant des dépenses réelles de chacune des sections, sans passer par une délibération du conseil municipal.
- le principe de l'amortissement d'une immobilisation au prorata temporis. L'amortissement commence à la date de mise en service de l'immobilisation et non l'année suivante comme actuellement, sachant que dans les communes de moins de 3500 habitants, les amortissements ne concernent que les études si elles ne sont pas suivies de travaux.

Éric Lyobard demande s'il sera quand même possible de prendre une délibération pour les mouvements de crédits afin de porter à connaissance des conseillers municipaux la décision. Il lui est répondu que le conseil municipal en sera informé.

Vote POUR « 5 », Vote CONTRE « 0 », ABSTENTION « 1 » (Éric Lyobard)

Décision modificative budgétaire

Georges Roméo indique que l'état d'anomalies des contrôles comptables de la trésorerie a fait ressortir le mandat n° 53 de 2013, passé à l'article 1641 au lieu de l'article 16878 pour la somme de 30 000 € et qu'il convient de régulariser par les écritures suivantes : un titre au 1641 et un mandat au 16878, il y a lieu d'ouvrir les crédits correspondants.

Voté à l'unanimité

Autorisations spéciales d'absence pour évènements familiaux accordées aux agents de la collectivité

Georges Roméo donne la parole à Géraldine Barrère qui expose que l'autorité territoriale a la possibilité de donner aux agents des autorisations d'absence en fonction d'évènements familiaux (naissance, mariage, décès...). Il est nécessaire de voter une délibération qui fixe ce principe et énonce les possibilités. Le projet de délibération a été soumis au Comité Technique qui a émis un avis favorable.

Éric Lyobard demande si les nécessités de service sont prises en compte. Il lui est répondu que oui, cela est mentionné dans l'article 1.

Voté à l'unanimité

Organisation du temps de travail

Georges Roméo donne la parole à Géraldine Barrère qui expose que toutes les collectivités territoriales n'appliquaient pas le même temps de travail pour leurs agents. Les services de l'État demandent de délibérer afin d'harmoniser le temps de travail à 1607 heures annuelles. Ce principe garantit une égalité de traitement en ce qui concerne le temps de travail global sur 12 mois, tout en permettant des modes d'organisation de ce temps différents selon la spécificité des missions exercées.

Le projet de délibération a été soumis au Comité Technique qui a émis un avis favorable.

Annie Pascal s'étonne que les conseillers municipaux soient sollicités pour prendre des décisions sur des sujets purement administratifs.

Voté à l'unanimité

Adhésion au pôle archives, numérisation et RGPD du CDG 26

Georges Roméo informe que pour la commune d'Eygayes, cette convention concerne surtout le RGPD (Règlement Général pour la Protection des Données). Un agent du Centre de Gestion vient une journée tous les 2 ans vérifier la conformité des mesures mises en place par la commune avec ce règlement.

Voté à l'unanimité

Proposition du programme de travaux DECI par le bureau d'étude

Georges Roméo rappelle que les montants proposés pour les travaux ont été ainsi définis dans l'étude DECI (Défense Contre l'Incendie) :

- approche n°1 : 861 300 €
- approche n°2 : 96 800 €
- travaux DETR : 52 800 €

Ont été préconisées, l'installation de 2 citernes incendie quartier La Saulce, une en face de la mairie (à moins de 200 mètres des habitations) et une réserve dans le bassin d'eau potable. Les travaux seraient subventionnés à 80 %.

Les travaux ne sont pas obligatoires ; l'étude informe la commune de ce qu'il serait nécessaire de mettre en place.

Éric Lyobard propose de faire un courrier au préfet en indiquant que l'obligation de réaliser l'étude a été satisfaite mais qu'en revanche il est impossible financièrement pour la commune de réaliser les travaux et que certains travaux pourront être planifiés par tranche. La responsabilité de la commune est engagée puisqu'elle est informée des risques.

Georges Roméo craint que pour les futures demandes de permis de construire, il y ait des refus si les mesures de protection contre les incendies ne sont pas mises en place.

Éric Barthélémy pense qu'il serait préférable de faire en amont un travail de prévention (débroussaillage...). Il est étonné des résultats de l'étude qui ne prennent pas en compte les risques pour les exploitations agricoles et les ERP. Il trouve le travail du bureau d'étude insuffisant.

Georges Roméo indique que c'est avant tout la protection des personnes qui est prise en compte.

Éric Barthélémy estime que le temps d'intervention des pompiers est trop important compte tenu de l'importance du secteur géographique et que c'est pour cette raison qu'il est important d'éviter l'intervention des services de secours et d'incendie par des actions de prévention.

Éric Lyobard pense qu'utiliser de l'eau potable pour la lutte contre l'incendie est une aberration et qu'il serait plus judicieux de récupérer l'eau pluviale des toits des hangars agricoles.

Georges Roméo rappelle qu'il espérait que l'étude DECI préconise l'installation d'un réseau d'eau jusqu'au quartier La Saulce mais les citernes sont approvisionnées par camion.

Éric Barthélémy précise que la commune devra acquérir un terrain pour l'installation des citernes.

Georges Roméo précise que le terrain devra être en bordure de route.

Éric Lyobard se demande ce qu'il faut privilégier : le nombre d'habitants, le facteur risque...

Georges Roméo indique que le village est couvert par les dispositifs existants.

Maximilien Girard, qui est pompier, indique que si c'est possible, les pompiers pompent directement dans la rivière. Il se demande s'il ne serait pas possible de créer un bassin avec une bêche comme à Vers.

Georges Roméo indique que l'étude coûte 4 731 € H.T., qu'il était prévu qu'elle soit financée à 80 % si elle est suivie de travaux. Mais lors de la dernière réunion, il a été indiqué que le Département pouvait financer l'étude, même sans travaux, qu'il était cependant nécessaire d'avoir un schéma directeur d'eau de moins de 5 ans. La demande de subvention a été déposée sur le site du Département, il reste à transmettre la délibération, dans l'attente de la confirmation d'éligibilité de la demande.

Éric Barthélémy se demande s'il n'est pas possible d'augmenter la taille du réservoir.

Georges Roméo pense que cela reviendrait très cher mais qu'il y aurait la possibilité d'installer un bec de canard qui permette de créer une réserve d'eau dans le bassin avec la possibilité de l'utiliser en cas de pénurie d'eau potable.

Annie Pascal se demande si la commune programme des travaux au quartier La Saulce, aura-t-elle l'obligation d'engager des travaux sur d'autres sites. Elle se demande si l'installation d'une seule citerne suffirait.

Georges Roméo répond que non, que les travaux sont recommandés mais non obligatoires.

Éric Lyobard se demande s'il est possible de percevoir les subventions au fur et à mesure de la réalisation des travaux, si construire un bassin de rétention d'eau reviendrait plus cher que l'installation d'une citerne. Il pense qu'il faut sécuriser la population dans un premier temps, puis, ensuite réaliser des travaux en fonction des possibilités financières de la commune.

Georges Roméo indique que l'étude DECI coûte 4 731 € + une citerne : 20 000 € = 24 731 € x 80 % de subvention : 19 784,80 € et donc un reste à charge pour la commune de 4 946,20 €, soit environ le montant de l'étude seule sans subvention. La Préfecture demande aux communes de valider les choix des programmes de travaux afin de déterminer le montant de l'enveloppe DETR.

Éric Lyobard est d'avis de faire un minimum de travaux : une citerne ou une réserve d'eau pour couvrir la responsabilité de la commune et obtenir la subvention pour l'étude. Il pense que la réserve d'eau

serait plus appropriée. Pourquoi ne pas demander un devis ?

Georges Roméo propose d'appeler le bureau d'étude CEREG pour connaître leur position sur la réalisation d'une réserve d'eau.

DECI – demande de financement

Georges Roméo, comme il l'a expliqué précédemment demande au conseil municipal de prendre une délibération pour une demande de financement auprès du Département pour l'étude DECI.

Voté à l'unanimité

Autorisation de déplacement d'une canalisation AEP – parcelle B 684

Georges Roméo demande si les conseillers municipaux souhaitent se réunir à huis clos pour débattre de ce point ou s'ils souhaitent voter à bulletin secret. La réponse est négative. Il rappelle la demande de Tattiana Delarozière et Arnaud Reymann de déplacer la canalisation d'eau potable qui traverse leur terrain à l'endroit où leur future maison sera implantée, comme prévu sur le permis de construire. À l'époque, la canalisation avait été posée avec l'accord du propriétaire, mais aucun acte de servitude n'avait été dressé. Deux possibilités pour le nouveau tracé : sur le haut de la parcelle avec une ventouse ou sur le bas avec une vidange. Georges Roméo est favorable et interroge les conseillers municipaux. Éric Lyobard a contacté le bureau d'étude qui avait réalisé le schéma directeur de l'eau, pour avoir confirmation qu'il n'y aurait pas de perte de pression ; ce qui a été confirmé, à condition d'installer en fonction du tracé retenu une ventouse ou une vidange. L'ensemble des conseillers municipaux sont favorables.

Voté à l'unanimité

Participation financière pour le déplacement de la canalisation AEP – parcelle B 684

Georges Roméo rappelle que la commune a l'obligation d'amener les réseaux en bordure de propriété ; dépenses compensées par la taxe d'aménagement (2 300 € dans le cas présent).

Tattiana Delarozière et Arnaud Reymann ont souhaité une participation de la commune pour le déplacement de la canalisation. Georges Roméo rappelle que la commune s'était engagée à les aider après obtention du permis de construire. Il présente les 3 devis et indique que le choix de l'entreprise et de la solution incombera aux propriétaires :

- Richard TP : 6 003 €
- Société drômoise de construction : 5 692 €
- Nicolas TP : 3 506 €

Georges Roméo propose de prendre en charge 50 % du montant du devis le moins élevé.

Annie Pascal s'interroge sur le choix du devis. Faut-il fixer un pourcentage ou un montant de la prise en charge de la commune ?

Éric Lyobard demande qui va être le maître d'œuvre et quel devis va être retenu ? Il serait favorable pour participer à hauteur de 50 % du montant de la taxe d'aménagement. Georges Roméo répond que ce sont les propriétaires qui sont maître d'ouvrage puisque ce sont eux qui choisiront le prestataire.

Éric Barthélémy indique qu'à la base c'est la commune qui est en défaut.

Georges Roméo demandera que la servitude soit mentionnée dans l'acte de vente.

Maximilien Girard souhaite que la commune participe à minima à hauteur de la taxe d'aménagement. Il faut favoriser l'installation d'une jeune famille.

Éric Barthélémy pense qu'il faut faire un effort pour l'installation d'une famille sur la commune.

Georges Roméo propose une participation de 2 000 € sachant qu'il faudra prendre en charge l'installation du compteur ; il restera donc 300 € pour cela sur le montant de la taxe d'aménagement. Il rappelle que les montants dépensés pour les dernières constructions sont d'environ 2 000 €.

Il demande aux conseillers municipaux de se positionner sur le montant d'une participation de 2 000 €.

Éric Barthélémy, Annie Pascal, Maximilien Girard sont pour. Éric Lyobard et Nicolas Armand souhaitent que la participation de la commune ne soit pas supérieure à 50 % du montant de la taxe d'aménagement. Nicolas Armand craint que le geste soit répété pour tout le monde. Éric Lyobard indique que cela ne pourrait se reproduire que dans un cas similaire de servitude non actée et d'une construction neuve.

Vote POUR « 4 », Vote CONTRE « 2 », ABSTENTION « 0 »

Adressage de la commune

Georges Roméo rappelle qu'il faut que l'adressage de la commune soit conforme, notamment pour l'installation de la fibre. Toutes les voies doivent être nommées ; il ne doit plus y avoir de quartier.

Il présente la proposition de La Poste d'un montant de 3 000 € H.T.

Éric Barthélémy indique qu'il n'y a pas que La Poste qui réalise cette prestation. Il se demande s'il y a possibilité de corriger le nom des voies.

Éric Lyobard indique que l'adressage est également utile pour la distribution du courrier et des colis.

La décision du nom des voies appartient à la commune. Sur la base nationale des adresses, les noms de voie apparaissent mais ne sont pas validés.

Les conseillers municipaux valident le devis de La Poste.

Voté à l'unanimité

Questions diverses

- ⇒ Georges Roméo informe qu'à la suite des dégâts des eaux de la mairie, l'expert a établi un rapport dans lequel des postes du devis ont été oubliés, les calculs sont erronés et une vétusté a été appliquée. Lors d'une conversation téléphonique, l'expert a indiqué refaire son rapport avec des calculs justes et sans vétusté. Mais pour l'instant la mairie est toujours dans l'attente de ce rapport. Le premier devis a été fait par un entrepreneur qui n'est jamais venu sur place et qui n'a pas honoré ses rendez-vous. Le devis a été fait en fonction des mesures relevées par le maçon. Une demande de devis a été faite à une autre entreprise.

Éric Lyobard pense qu'il faut relancer l'assureur de la commune : Groupama.

Éric Barthélémy relève avec humour que ces dégâts ont été occasionnés suite à une faute de l'entreprise qui était censée faire des travaux qui éviteraient des fuites.

- ⇒ Georges Roméo souhaiterait que la commune d'Eygalayes ait un blason et il souhaite associer la population à la création de ce blason. Les propositions sont à transmettre à la mairie.
- ⇒ Georges Roméo souhaite que les conseillers municipaux réfléchissent aux investissements à réaliser et à inscrire aux budgets 2022.
- ⇒ Annie Pascal informe que le 14 janvier, le SIVOS se réunira pour décider de la clé de répartition de la participation des communes. Des simulations ont été présentées. Faut-il garder la répartition actuelle : 1/3 potentiel fiscal, 1/3 nombre d'habitant, 1/3 nombre d'enfant ou faut-il prendre en compte seulement le nombre d'enfant.
Éric Lyobard indique qu'il faut revoir les statuts. Il pense que la participation au nombre d'enfant est plus logique et plus juste avec une participation de solidarité pour les communes sans enfant, car le coût de la scolarité d'un enfant est le même quelque soit sa commune d'origine. Il rappelle l'importance que les deux délégués soient présents le 14 janvier prochain pour voter car les avis sont partagés. Pour information le budget de fonctionnement du SIVOS de Séderon est de 30 % plus élevé que celui des autres SIVOS.
- ⇒ Annie Pascal interroge sur le devenir des jardins partagés qui ne sont plus entretenus. Georges Roméo indique qu'il n'y a plus que 2 parcelles louées à M. Velt, que ce dernier lui a indiqué que pour l'instant, il ne pouvait pas s'en occuper. Georges Roméo lui a demandé de prendre une décision avant la fin de l'année, sinon la commune les récupèrera. Il sera demandé à Christophe Chanu de les nettoyer.
Éric Lyobard propose de créer un jardin d'enfant.
Éric Barthélémy pense que ce type d'installation est très onéreuse.
Georges Roméo rappelle qu'il avait été question d'y faire un parking. Éric Lyobard pense qu'il ne faut pas faire un grand parking afin que les camping-cars ne puissent pas y stationner. Il pense qu'il est difficile de changer les habitudes et que les voitures qui stationnent devant la maison Miani et la fontaine y seront toujours à moins d'interdire ces emplacements.
- ⇒ Éric Lyobard aborde le sujet du déneigement et indique que l'entreprise Richard TP ne souhaite plus être prestataire de la commune. Maximilien Girard informe qu'il a acquis une lame de déneigement et qu'il effectuera la prestation au même tarif que Richard TP. Georges Roméo

propose la signature d'une convention. Le circuit de déneigement sera revu ainsi que le déneigement des privés.

- ⇒ Éric Lyobard informe de l'obligation d'installation d'un défibrillateur dans les ERP.
Éric Barthélémy pense que cela implique une formation. Éric Lyobard répond que les défibrillateurs sont automatiques et qu'ils ne fonctionnent pas si l'usage n'est pas correct. Il pense que ce serait une bonne idée de demander aux pompiers d'organiser des formations de premiers secours.
- ⇒ Éric Lyobard souhaiterait que la commune ouvre un cahier de doléances à la mairie afin que les habitants puissent y transmettre leurs réclamations.
Éric Barthélémy informe que cela peut se faire via le site internet et l'adresse électronique de la mairie.

Fin du conseil municipal : 18h15

Interventions du public :

- ❖ Location d'un terrain pour l'installation d'une citerne DECI à La Saulce ou pourquoi pas sur la parcelle B 611.
- ❖ Jardins partagés.
- ❖ Emplacement parking.

Le secrétaire,
Éric Lyobard

Département de la Drôme

COMMUNE D'EYGALAYES

26560 EYGALAYES

Tél : 04.75.28.41.03

Email : mairie-eygalayes@orange.fr

**PROCÈS VERBAL DU CONSEIL MUNICIPAL
DU 30 NOVEMBRE 2021**

L'an deux mille vingt et un, le trente novembre à seize heures, le Conseil Municipal de la commune d'Eygalayes dûment convoqué en assemblée ordinaire, s'est réuni sous la présidence de Georges ROMEO, Maire, à la Mairie d'Eygalayes.

Membres présents : Georges ROMEO, Éric LYOBARD, Éric BARTHÉLÉMY, Maximilien GIRARD, Annie PASCAL, Nicolas ARMAND

Membre absent : Guillaume VELT

Date de la convocation : 23 novembre 2021

Secrétaire de séance : Éric LYOBARD

Membres en exercice : 7

ORDRE DU JOUR :

ORDRE DU JOUR :

- *Approbation du procès-verbal du conseil municipal du 21 septembre 2021*
- *Mise en place de la nomenclature M57 à compter du 1^{er} janvier 2022*
- *Décision modificative budgétaire*
- *Autorisations spéciales d'absence pour événements familiaux accordées aux agents de la collectivité*
- *Organisation du temps de travail*
- *Adhésion au pôle archives, numérisation et RGPD du CDG 26*
- *Proposition du programme de travaux DECI par le bureau d'étude*
- *DECI – demande de financement*
- *Autorisation de déplacement d'une canalisation AEP – parcelle B 684*
- *Participation financière pour le déplacement de la canalisation AEP – parcelle B 684*
- *Adressage de la commune.*
- *Questions diverses*

Début de Séance : 16H

Approbation du procès-verbal du conseil municipal du 30 novembre 2021

Georges Roméo informe que :

- Les travaux supplémentaires pour l'effacement et la fiabilisation des réseaux ont été réglés.
- Concernant la parcelle B 611, tous les propriétaires riverains avaient été conviés à une réunion en vue d'une médiation mais il a été impossible de tous les réunir. Georges Roméo donne lecture d'un courrier adressé à M. et Mme Meirone dans lequel il leur est demandé de restituer une partie de la parcelle incluse dans le périmètre de leur clôture. C'est dans un premier temps une procédure amiable. Aucune réponse n'est parvenue à la mairie à ce jour.
- Pour le projet handball, Éric Lyobard informe qu'un projet de construction d'un gymnase est en cours.
- Le projet d'installation de yourtes a été abandonné.
- Tattiana Delarozière sera l'agent recenseur pour le recensement de population 2022.

Approuvé à l'unanimité

Mise en place de la nomenclature comptable M 57 à partir du 1^{er} janvier 2022

Georges Roméo donne la parole à Géraldine Barrère qui explique que cette norme comptable sera obligatoirement applicable à compter du 1^{er} janvier 2024, que la commune d'Eygalayes s'est portée

volontaire pour une mise en place à compter du 1^{er} janvier 2022. Elle ne concerne que le budget principal. Cette nomenclature est beaucoup plus détaillée que celle utilisée actuellement avec disparition des articles à terminaison 8 qui concernaient les « divers ». Elle se rapproche de la comptabilité privée. Les plus gros changements concernent :

- L'application de la fongibilité des crédits, c'est-à-dire que le maire pourra procéder à des mouvements de crédits de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, dans la limite de 7,5 % du montant des dépenses réelles de chacune des sections, sans passer par une délibération du conseil municipal.
- le principe de l'amortissement d'une immobilisation au prorata temporis. L'amortissement commence à la date de mise en service de l'immobilisation et non l'année suivante comme actuellement, sachant que dans les communes de moins de 3500 habitants, les amortissements ne concernent que les études si elles ne sont pas suivies de travaux.

Éric Lyobard demande s'il sera quand même possible de prendre une délibération pour les mouvements de crédits afin de porter à connaissance des conseillers municipaux la décision. Il lui est répondu que le conseil municipal en sera informé.

Vote POUR « 5 », Vote CONTRE « 0 », ABSTENTION « 1 » (Éric Lyobard)

Décision modificative budgétaire

Georges Roméo indique que l'état d'anomalies des contrôles comptables de la trésorerie a fait ressortir le mandat n° 53 de 2013, passé à l'article 1641 au lieu de l'article 16878 pour la somme de 30 000 € et qu'il convient de régulariser par les écritures suivantes : un titre au 1641 et un mandat au 16878, il y a lieu d'ouvrir les crédits correspondants.

Voté à l'unanimité

Autorisations spéciales d'absence pour évènements familiaux accordées aux agents de la collectivité

Georges Roméo donne la parole à Géraldine Barrère qui expose que l'autorité territoriale a la possibilité de donner aux agents des autorisations d'absence en fonction d'évènements familiaux (naissance, mariage, décès...). Il est nécessaire de voter une délibération qui fixe ce principe et énonce les possibilités. Le projet de délibération a été soumis au Comité Technique qui a émis un avis favorable.

Éric Lyobard demande si les nécessités de service sont prises en compte. Il lui est répondu que oui, cela est mentionné dans l'article 1.

Voté à l'unanimité

Organisation du temps de travail

Georges Roméo donne la parole à Géraldine Barrère qui expose que toutes les collectivités territoriales n'appliquaient pas le même temps de travail pour leurs agents. Les services de l'État demandent de délibérer afin d'harmoniser le temps de travail à 1607 heures annuelles. Ce principe garantit une égalité de traitement en ce qui concerne le temps de travail global sur 12 mois, tout en permettant des modes d'organisation de ce temps différents selon la spécificité des missions exercées.

Le projet de délibération a été soumis au Comité Technique qui a émis un avis favorable.

Annie Pascal s'étonne que les conseillers municipaux soient sollicités pour prendre des décisions sur des sujets purement administratifs.

Voté à l'unanimité

Adhésion au pôle archives, numérisation et RGPD du CDG 26

Georges Roméo informe que pour la commune d'Eygayes, cette convention concerne surtout le RGPD (Règlement Général pour la Protection des Données). Un agent du Centre de Gestion vient une journée tous les 2 ans vérifier la conformité des mesures mises en place par la commune avec ce règlement.

Voté à l'unanimité

Proposition du programme de travaux DECI par le bureau d'étude

Georges Roméo rappelle que les montants proposés pour les travaux ont été ainsi définis dans l'étude DECI (Défense Contre l'Incendie) :

- approche n°1 : 861 300 €
- approche n°2 : 96 800 €
- travaux DETR : 52 800 €

Ont été préconisées, l'installation de 2 citernes incendie quartier La Saulce, une en face de la mairie (à moins de 200 mètres des habitations) et une réserve dans le bassin d'eau potable. Les travaux seraient subventionnés à 80 %.

Les travaux ne sont pas obligatoires ; l'étude informe la commune de ce qu'il serait nécessaire de mettre en place.

Éric Lyobard propose de faire un courrier au préfet en indiquant que l'obligation de réaliser l'étude a été satisfaite mais qu'en revanche il est impossible financièrement pour la commune de réaliser les travaux et que certains travaux pourront être planifiés par tranche. La responsabilité de la commune est engagée puisqu'elle est informée des risques.

Georges Roméo craint que pour les futures demandes de permis de construire, il y ait des refus si les mesures de protection contre les incendies ne sont pas mises en place.

Éric Barthélémy pense qu'il serait préférable de faire en amont un travail de prévention (débroussaillage...). Il est étonné des résultats de l'étude qui ne prennent pas en compte les risques pour les exploitations agricoles et les ERP. Il trouve le travail du bureau d'étude insuffisant.

Georges Roméo indique que c'est avant tout la protection des personnes qui est prise en compte.

Éric Barthélémy estime que le temps d'intervention des pompiers est trop important compte tenu de l'importance du secteur géographique et que c'est pour cette raison qu'il est important d'éviter l'intervention des services de secours et d'incendie par des actions de prévention.

Éric Lyobard pense qu'utiliser de l'eau potable pour la lutte contre l'incendie est une aberration et qu'il serait plus judicieux de récupérer l'eau pluviale des toits des hangars agricoles.

Georges Roméo rappelle qu'il espérait que l'étude DECI préconise l'installation d'un réseau d'eau jusqu'au quartier La Saulce mais les citernes sont approvisionnées par camion.

Éric Barthélémy précise que la commune devra acquérir un terrain pour l'installation des citernes.

Georges Roméo précise que le terrain devra être en bordure de route.

Éric Lyobard se demande ce qu'il faut privilégier : le nombre d'habitants, le facteur risque...

Georges Roméo indique que le village est couvert par les dispositifs existants.

Maximilien Girard, qui est pompier, indique que si c'est possible, les pompiers pompent directement dans la rivière. Il se demande s'il ne serait pas possible de créer un bassin avec une bêche comme à Vers.

Georges Roméo indique que l'étude coûte 4 731 € H.T., qu'il était prévu qu'elle soit financée à 80 % si elle est suivie de travaux. Mais lors de la dernière réunion, il a été indiqué que le Département pouvait financer l'étude, même sans travaux, qu'il était cependant nécessaire d'avoir un schéma directeur d'eau de moins de 5 ans. La demande de subvention a été déposée sur le site du Département, il reste à transmettre la délibération, dans l'attente de la confirmation d'éligibilité de la demande.

Éric Barthélémy se demande s'il n'est pas possible d'augmenter la taille du réservoir.

Georges Roméo pense que cela reviendrait très cher mais qu'il y aurait la possibilité d'installer un bec de canard qui permette de créer une réserve d'eau dans le bassin avec la possibilité de l'utiliser en cas de pénurie d'eau potable.

Annie Pascal se demande si la commune programme des travaux au quartier La Saulce, aura-t-elle l'obligation d'engager des travaux sur d'autres sites. Elle se demande si l'installation d'une seule citerne suffirait.

Georges Roméo répond que non, que les travaux sont recommandés mais non obligatoires.

Éric Lyobard se demande s'il est possible de percevoir les subventions au fur et à mesure de la réalisation des travaux, si construire un bassin de rétention d'eau reviendrait plus cher que l'installation d'une citerne. Il pense qu'il faut sécuriser la population dans un premier temps, puis, ensuite réaliser des travaux en fonction des possibilités financières de la commune.

Georges Roméo indique que l'étude DECI coûte 4 731 € + une citerne : 20 000 € = 24 731 € x 80 % de subvention : 19 784,80 € et donc un reste à charge pour la commune de 4 946,20 €, soit environ le montant de l'étude seule sans subvention. La Préfecture demande aux communes de valider les choix des programmes de travaux afin de déterminer le montant de l'enveloppe DETR.

Éric Lyobard est d'avis de faire un minimum de travaux : une citerne ou une réserve d'eau pour couvrir la responsabilité de la commune et obtenir la subvention pour l'étude. Il pense que la réserve d'eau

serait plus appropriée. Pourquoi ne pas demander un devis ?

Georges Roméo propose d'appeler le bureau d'étude CEREG pour connaître leur position sur la réalisation d'une réserve d'eau.

DECI – demande de financement

Georges Roméo, comme il l'a expliqué précédemment demande au conseil municipal de prendre une délibération pour une demande de financement auprès du Département pour l'étude DECI.

Voté à l'unanimité

Autorisation de déplacement d'une canalisation AEP – parcelle B 684

Georges Roméo demande si les conseillers municipaux souhaitent se réunir à huis clos pour débattre de ce point ou s'ils souhaitent voter à bulletin secret. La réponse est négative. Il rappelle la demande de Tattiana Delarozière et Arnaud Reymann de déplacer la canalisation d'eau potable qui traverse leur terrain à l'endroit où leur future maison sera implantée, comme prévu sur le permis de construire. À l'époque, la canalisation avait été posée avec l'accord du propriétaire, mais aucun acte de servitude n'avait été dressé. Deux possibilités pour le nouveau tracé : sur le haut de la parcelle avec une ventouse ou sur le bas avec une vidange. Georges Roméo est favorable et interroge les conseillers municipaux. Éric Lyobard a contacté le bureau d'étude qui avait réalisé le schéma directeur de l'eau, pour avoir confirmation qu'il n'y aurait pas de perte de pression ; ce qui a été confirmé, à condition d'installer en fonction du tracé retenu une ventouse ou une vidange. L'ensemble des conseillers municipaux sont favorables.

Voté à l'unanimité

Participation financière pour le déplacement de la canalisation AEP – parcelle B 684

Georges Roméo rappelle que la commune a l'obligation d'amener les réseaux en bordure de propriété ; dépenses compensées par la taxe d'aménagement (2 300 € dans le cas présent).

Tattiana Delarozière et Arnaud Reymann ont souhaité une participation de la commune pour le déplacement de la canalisation. Georges Roméo rappelle que la commune s'était engagée à les aider après obtention du permis de construire. Il présente les 3 devis et indique que le choix de l'entreprise et de la solution incombera aux propriétaires :

- Richard TP : 6 003 €
- Société drômoise de construction : 5 692 €
- Nicolas TP : 3 506 €

Georges Roméo propose de prendre en charge 50 % du montant du devis le moins élevé.

Annie Pascal s'interroge sur le choix du devis. Faut-il fixer un pourcentage ou un montant de la prise en charge de la commune ?

Éric Lyobard demande qui va être le maître d'œuvre et quel devis va être retenu ? Il serait favorable pour participer à hauteur de 50 % du montant de la taxe d'aménagement. Georges Roméo répond que ce sont les propriétaires qui sont maître d'ouvrage puisque ce sont eux qui choisiront le prestataire.

Éric Barthélémy indique qu'à la base c'est la commune qui est en défaut.

Georges Roméo demandera que la servitude soit mentionnée dans l'acte de vente.

Maximilien Girard souhaite que la commune participe à minima à hauteur de la taxe d'aménagement. Il faut favoriser l'installation d'une jeune famille.

Éric Barthélémy pense qu'il faut faire un effort pour l'installation d'une famille sur la commune.

Georges Roméo propose une participation de 2 000 € sachant qu'il faudra prendre en charge l'installation du compteur ; il restera donc 300 € pour cela sur le montant de la taxe d'aménagement. Il rappelle que les montants dépensés pour les dernières constructions sont d'environ 2 000 €.

Il demande aux conseillers municipaux de se positionner sur le montant d'une participation de 2 000 €.

Éric Barthélémy, Annie Pascal, Maximilien Girard sont pour. Éric Lyobard et Nicolas Armand souhaitent que la participation de la commune ne soit pas supérieure à 50 % du montant de la taxe d'aménagement. Nicolas Armand craint que le geste soit répété pour tout le monde. Éric Lyobard indique que cela ne pourrait se reproduire que dans un cas similaire de servitude non actée et d'une construction neuve.

Vote POUR « 4 », Vote CONTRE « 2 », ABSTENTION « 0 »

Adressage de la commune

Georges Roméo rappelle qu'il faut que l'adressage de la commune soit conforme, notamment pour l'installation de la fibre. Toutes les voies doivent être nommées ; il ne doit plus y avoir de quartier.

Il présente la proposition de La Poste d'un montant de 3 000 € H.T.

Éric Barthélémy indique qu'il n'y a pas que La Poste qui réalise cette prestation. Il se demande s'il y a possibilité de corriger le nom des voies.

Éric Lyobard indique que l'adressage est également utile pour la distribution du courrier et des colis.

La décision du nom des voies appartient à la commune. Sur la base nationale des adresses, les noms de voie apparaissent mais ne sont pas validés.

Les conseillers municipaux valident le devis de La Poste.

Voté à l'unanimité

Questions diverses

- ⇒ Georges Roméo informe qu'à la suite des dégâts des eaux de la mairie, l'expert a établi un rapport dans lequel des postes du devis ont été oubliés, les calculs sont erronés et une vétusté a été appliquée. Lors d'une conversation téléphonique, l'expert a indiqué refaire son rapport avec des calculs justes et sans vétusté. Mais pour l'instant la mairie est toujours dans l'attente de ce rapport. Le premier devis a été fait par un entrepreneur qui n'est jamais venu sur place et qui n'a pas honoré ses rendez-vous. Le devis a été fait en fonction des mesures relevées par le maçon. Une demande de devis a été faite à une autre entreprise.

Éric Lyobard pense qu'il faut relancer l'assureur de la commune : Groupama.

Éric Barthélémy relève avec humour que ces dégâts ont été occasionnés suite à une faute de l'entreprise qui était censée faire des travaux qui éviteraient des fuites.

- ⇒ Georges Roméo souhaiterait que la commune d'Eygalayes ait un blason et il souhaite associer la population à la création de ce blason. Les propositions sont à transmettre à la mairie.
- ⇒ Georges Roméo souhaite que les conseillers municipaux réfléchissent aux investissements à réaliser et à inscrire aux budgets 2022.
- ⇒ Annie Pascal informe que le 14 janvier, le SIVOS se réunira pour décider de la clé de répartition de la participation des communes. Des simulations ont été présentées. Faut-il garder la répartition actuelle : 1/3 potentiel fiscal, 1/3 nombre d'habitant, 1/3 nombre d'enfant ou faut-il prendre en compte seulement le nombre d'enfant.
Éric Lyobard indique qu'il faut revoir les statuts. Il pense que la participation au nombre d'enfant est plus logique et plus juste avec une participation de solidarité pour les communes sans enfant, car le coût de la scolarité d'un enfant est le même quelque soit sa commune d'origine. Il rappelle l'importance que les deux délégués soient présents le 14 janvier prochain pour voter car les avis sont partagés. Pour information le budget de fonctionnement du SIVOS de Séderon est de 30 % plus élevé que celui des autres SIVOS.
- ⇒ Annie Pascal interroge sur le devenir des jardins partagés qui ne sont plus entretenus. Georges Roméo indique qu'il n'y a plus que 2 parcelles louées à M. Velt, que ce dernier lui a indiqué que pour l'instant, il ne pouvait pas s'en occuper. Georges Roméo lui a demandé de prendre une décision avant la fin de l'année, sinon la commune les récupèrera. Il sera demandé à Christophe Chanu de les nettoyer.
Éric Lyobard propose de créer un jardin d'enfant.
Éric Barthélémy pense que ce type d'installation est très onéreuse.
Georges Roméo rappelle qu'il avait été question d'y faire un parking. Éric Lyobard pense qu'il ne faut pas faire un grand parking afin que les camping-cars ne puissent pas y stationner. Il pense qu'il est difficile de changer les habitudes et que les voitures qui stationnent devant la maison Miani et la fontaine y seront toujours à moins d'interdire ces emplacements.
- ⇒ Éric Lyobard aborde le sujet du déneigement et indique que l'entreprise Richard TP ne souhaite plus être prestataire de la commune. Maximilien Girard informe qu'il a acquis une lame de déneigement et qu'il effectuera la prestation au même tarif que Richard TP. Georges Roméo

propose la signature d'une convention. Le circuit de déneigement sera revu ainsi que le déneigement des privés.

- ⇒ Éric Lyobard informe de l'obligation d'installation d'un défibrillateur dans les ERP.
Éric Barthélémy pense que cela implique une formation. Éric Lyobard répond que les défibrillateurs sont automatiques et qu'ils ne fonctionnent pas si l'usage n'est pas correct. Il pense que ce serait une bonne idée de demander aux pompiers d'organiser des formations de premiers secours.
- ⇒ Éric Lyobard souhaiterait que la commune ouvre un cahier de doléances à la mairie afin que les habitants puissent y transmettre leurs réclamations.
Éric Barthélémy informe que cela peut se faire via le site internet et l'adresse électronique de la mairie.

Fin du conseil municipal : 18h15

Interventions du public :

- ❖ Location d'un terrain pour l'installation d'une citerne DECI à La Saulce ou pourquoi pas sur la parcelle B 611.
- ❖ Jardins partagés.
- ❖ Emplacement parking.

Le secrétaire,
Éric Lyobard

Département de la Drôme

COMMUNE D'EYGALAYES

26560 EYGALAYES

Tél : 04.75.28.41.03

Email : mairie-eygalayes@orange.fr

**PROCÈS VERBAL DU CONSEIL MUNICIPAL
DU 30 NOVEMBRE 2021**

L'an deux mille vingt et un, le trente novembre à seize heures, le Conseil Municipal de la commune d'Eygalayes dûment convoqué en assemblée ordinaire, s'est réuni sous la présidence de Georges ROMEO, Maire, à la Mairie d'Eygalayes.

Membres présents : Georges ROMEO, Éric LYOBARD, Éric BARTHÉLÉMY, Maximilien GIRARD, Annie PASCAL, Nicolas ARMAND

Membre absent : Guillaume VELT

Date de la convocation : 23 novembre 2021

Secrétaire de séance : Éric LYOBARD

Membres en exercice : 7

ORDRE DU JOUR :

ORDRE DU JOUR :

- *Approbation du procès-verbal du conseil municipal du 21 septembre 2021*
- *Mise en place de la nomenclature M57 à compter du 1^{er} janvier 2022*
- *Décision modificative budgétaire*
- *Autorisations spéciales d'absence pour événements familiaux accordées aux agents de la collectivité*
- *Organisation du temps de travail*
- *Adhésion au pôle archives, numérisation et RGPD du CDG 26*
- *Proposition du programme de travaux DECI par le bureau d'étude*
- *DECI – demande de financement*
- *Autorisation de déplacement d'une canalisation AEP – parcelle B 684*
- *Participation financière pour le déplacement de la canalisation AEP – parcelle B 684*
- *Adressage de la commune.*
- *Questions diverses*

Début de Séance : 16H

Approbation du procès-verbal du conseil municipal du 30 novembre 2021

Georges Roméo informe que :

- Les travaux supplémentaires pour l'effacement et la fiabilisation des réseaux ont été réglés.
- Concernant la parcelle B 611, tous les propriétaires riverains avaient été conviés à une réunion en vue d'une médiation mais il a été impossible de tous les réunir. Georges Roméo donne lecture d'un courrier adressé à M. et Mme Meirone dans lequel il leur est demandé de restituer une partie de la parcelle incluse dans le périmètre de leur clôture. C'est dans un premier temps une procédure amiable. Aucune réponse n'est parvenue à la mairie à ce jour.
- Pour le projet handball, Éric Lyobard informe qu'un projet de construction d'un gymnase est en cours.
- Le projet d'installation de yourtes a été abandonné.
- Tattiana Delarozière sera l'agent recenseur pour le recensement de population 2022.

Approuvé à l'unanimité

Mise en place de la nomenclature comptable M 57 à partir du 1^{er} janvier 2022

Georges Roméo donne la parole à Géraldine Barrère qui explique que cette norme comptable sera obligatoirement applicable à compter du 1^{er} janvier 2024, que la commune d'Eygalayes s'est portée

volontaire pour une mise en place à compter du 1^{er} janvier 2022. Elle ne concerne que le budget principal. Cette nomenclature est beaucoup plus détaillée que celle utilisée actuellement avec disparition des articles à terminaison 8 qui concernaient les « divers ». Elle se rapproche de la comptabilité privée. Les plus gros changements concernent :

- L'application de la fongibilité des crédits, c'est-à-dire que le maire pourra procéder à des mouvements de crédits de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, dans la limite de 7,5 % du montant des dépenses réelles de chacune des sections, sans passer par une délibération du conseil municipal.
- le principe de l'amortissement d'une immobilisation au prorata temporis. L'amortissement commence à la date de mise en service de l'immobilisation et non l'année suivante comme actuellement, sachant que dans les communes de moins de 3500 habitants, les amortissements ne concernent que les études si elles ne sont pas suivies de travaux.

Éric Lyobard demande s'il sera quand même possible de prendre une délibération pour les mouvements de crédits afin de porter à connaissance des conseillers municipaux la décision. Il lui est répondu que le conseil municipal en sera informé.

Vote POUR « 5 », Vote CONTRE « 0 », ABSTENTION « 1 » (Éric Lyobard)

Décision modificative budgétaire

Georges Roméo indique que l'état d'anomalies des contrôles comptables de la trésorerie a fait ressortir le mandat n° 53 de 2013, passé à l'article 1641 au lieu de l'article 16878 pour la somme de 30 000 € et qu'il convient de régulariser par les écritures suivantes : un titre au 1641 et un mandat au 16878, il y a lieu d'ouvrir les crédits correspondants.

Voté à l'unanimité

Autorisations spéciales d'absence pour évènements familiaux accordées aux agents de la collectivité

Georges Roméo donne la parole à Géraldine Barrère qui expose que l'autorité territoriale a la possibilité de donner aux agents des autorisations d'absence en fonction d'évènements familiaux (naissance, mariage, décès...). Il est nécessaire de voter une délibération qui fixe ce principe et énonce les possibilités. Le projet de délibération a été soumis au Comité Technique qui a émis un avis favorable.

Éric Lyobard demande si les nécessités de service sont prises en compte. Il lui est répondu que oui, cela est mentionné dans l'article 1.

Voté à l'unanimité

Organisation du temps de travail

Georges Roméo donne la parole à Géraldine Barrère qui expose que toutes les collectivités territoriales n'appliquaient pas le même temps de travail pour leurs agents. Les services de l'État demandent de délibérer afin d'harmoniser le temps de travail à 1607 heures annuelles. Ce principe garantit une égalité de traitement en ce qui concerne le temps de travail global sur 12 mois, tout en permettant des modes d'organisation de ce temps différents selon la spécificité des missions exercées.

Le projet de délibération a été soumis au Comité Technique qui a émis un avis favorable.

Annie Pascal s'étonne que les conseillers municipaux soient sollicités pour prendre des décisions sur des sujets purement administratifs.

Voté à l'unanimité

Adhésion au pôle archives, numérisation et RGPD du CDG 26

Georges Roméo informe que pour la commune d'Eygayes, cette convention concerne surtout le RGPD (Règlement Général pour la Protection des Données). Un agent du Centre de Gestion vient une journée tous les 2 ans vérifier la conformité des mesures mises en place par la commune avec ce règlement.

Voté à l'unanimité

Proposition du programme de travaux DECI par le bureau d'étude

Georges Roméo rappelle que les montants proposés pour les travaux ont été ainsi définis dans l'étude DECI (Défense Contre l'Incendie) :

- approche n°1 : 861 300 €
- approche n°2 : 96 800 €
- travaux DETR : 52 800 €

Ont été préconisées, l'installation de 2 citernes incendie quartier La Saulce, une en face de la mairie (à moins de 200 mètres des habitations) et une réserve dans le bassin d'eau potable. Les travaux seraient subventionnés à 80 %.

Les travaux ne sont pas obligatoires ; l'étude informe la commune de ce qu'il serait nécessaire de mettre en place.

Éric Lyobard propose de faire un courrier au préfet en indiquant que l'obligation de réaliser l'étude a été satisfaite mais qu'en revanche il est impossible financièrement pour la commune de réaliser les travaux et que certains travaux pourront être planifiés par tranche. La responsabilité de la commune est engagée puisqu'elle est informée des risques.

Georges Roméo craint que pour les futures demandes de permis de construire, il y ait des refus si les mesures de protection contre les incendies ne sont pas mises en place.

Éric Barthélémy pense qu'il serait préférable de faire en amont un travail de prévention (débroussaillage...). Il est étonné des résultats de l'étude qui ne prennent pas en compte les risques pour les exploitations agricoles et les ERP. Il trouve le travail du bureau d'étude insuffisant.

Georges Roméo indique que c'est avant tout la protection des personnes qui est prise en compte.

Éric Barthélémy estime que le temps d'intervention des pompiers est trop important compte tenu de l'importance du secteur géographique et que c'est pour cette raison qu'il est important d'éviter l'intervention des services de secours et d'incendie par des actions de prévention.

Éric Lyobard pense qu'utiliser de l'eau potable pour la lutte contre l'incendie est une aberration et qu'il serait plus judicieux de récupérer l'eau pluviale des toits des hangars agricoles.

Georges Roméo rappelle qu'il espérait que l'étude DECI préconise l'installation d'un réseau d'eau jusqu'au quartier La Saulce mais les citernes sont approvisionnées par camion.

Éric Barthélémy précise que la commune devra acquérir un terrain pour l'installation des citernes.

Georges Roméo précise que le terrain devra être en bordure de route.

Éric Lyobard se demande ce qu'il faut privilégier : le nombre d'habitants, le facteur risque...

Georges Roméo indique que le village est couvert par les dispositifs existants.

Maximilien Girard, qui est pompier, indique que si c'est possible, les pompiers pompent directement dans la rivière. Il se demande s'il ne serait pas possible de créer un bassin avec une bêche comme à Vers.

Georges Roméo indique que l'étude coûte 4 731 € H.T., qu'il était prévu qu'elle soit financée à 80 % si elle est suivie de travaux. Mais lors de la dernière réunion, il a été indiqué que le Département pouvait financer l'étude, même sans travaux, qu'il était cependant nécessaire d'avoir un schéma directeur d'eau de moins de 5 ans. La demande de subvention a été déposée sur le site du Département, il reste à transmettre la délibération, dans l'attente de la confirmation d'éligibilité de la demande.

Éric Barthélémy se demande s'il n'est pas possible d'augmenter la taille du réservoir.

Georges Roméo pense que cela reviendrait très cher mais qu'il y aurait la possibilité d'installer un bec de canard qui permette de créer une réserve d'eau dans le bassin avec la possibilité de l'utiliser en cas de pénurie d'eau potable.

Annie Pascal se demande si la commune programme des travaux au quartier La Saulce, aura-t-elle l'obligation d'engager des travaux sur d'autres sites. Elle se demande si l'installation d'une seule citerne suffirait.

Georges Roméo répond que non, que les travaux sont recommandés mais non obligatoires.

Éric Lyobard se demande s'il est possible de percevoir les subventions au fur et à mesure de la réalisation des travaux, si construire un bassin de rétention d'eau reviendrait plus cher que l'installation d'une citerne. Il pense qu'il faut sécuriser la population dans un premier temps, puis, ensuite réaliser des travaux en fonction des possibilités financières de la commune.

Georges Roméo indique que l'étude DECI coûte 4 731 € + une citerne : 20 000 € = 24 731 € x 80 % de subvention : 19 784,80 € et donc un reste à charge pour la commune de 4 946,20 €, soit environ le montant de l'étude seule sans subvention. La Préfecture demande aux communes de valider les choix des programmes de travaux afin de déterminer le montant de l'enveloppe DETR.

Éric Lyobard est d'avis de faire un minimum de travaux : une citerne ou une réserve d'eau pour couvrir la responsabilité de la commune et obtenir la subvention pour l'étude. Il pense que la réserve d'eau

serait plus appropriée. Pourquoi ne pas demander un devis ?

Georges Roméo propose d'appeler le bureau d'étude CEREG pour connaître leur position sur la réalisation d'une réserve d'eau.

DECI – demande de financement

Georges Roméo, comme il l'a expliqué précédemment demande au conseil municipal de prendre une délibération pour une demande de financement auprès du Département pour l'étude DECI.

Voté à l'unanimité

Autorisation de déplacement d'une canalisation AEP – parcelle B 684

Georges Roméo demande si les conseillers municipaux souhaitent se réunir à huis clos pour débattre de ce point ou s'ils souhaitent voter à bulletin secret. La réponse est négative. Il rappelle la demande de Tattiana Delarozière et Arnaud Reymann de déplacer la canalisation d'eau potable qui traverse leur terrain à l'endroit où leur future maison sera implantée, comme prévu sur le permis de construire. À l'époque, la canalisation avait été posée avec l'accord du propriétaire, mais aucun acte de servitude n'avait été dressé. Deux possibilités pour le nouveau tracé : sur le haut de la parcelle avec une ventouse ou sur le bas avec une vidange. Georges Roméo est favorable et interroge les conseillers municipaux. Éric Lyobard a contacté le bureau d'étude qui avait réalisé le schéma directeur de l'eau, pour avoir confirmation qu'il n'y aurait pas de perte de pression ; ce qui a été confirmé, à condition d'installer en fonction du tracé retenu une ventouse ou une vidange. L'ensemble des conseillers municipaux sont favorables.

Voté à l'unanimité

Participation financière pour le déplacement de la canalisation AEP – parcelle B 684

Georges Roméo rappelle que la commune a l'obligation d'amener les réseaux en bordure de propriété ; dépenses compensées par la taxe d'aménagement (2 300 € dans le cas présent).

Tattiana Delarozière et Arnaud Reymann ont souhaité une participation de la commune pour le déplacement de la canalisation. Georges Roméo rappelle que la commune s'était engagée à les aider après obtention du permis de construire. Il présente les 3 devis et indique que le choix de l'entreprise et de la solution incombera aux propriétaires :

- Richard TP : 6 003 €
- Société drômoise de construction : 5 692 €
- Nicolas TP : 3 506 €

Georges Roméo propose de prendre en charge 50 % du montant du devis le moins élevé.

Annie Pascal s'interroge sur le choix du devis. Faut-il fixer un pourcentage ou un montant de la prise en charge de la commune ?

Éric Lyobard demande qui va être le maître d'œuvre et quel devis va être retenu ? Il serait favorable pour participer à hauteur de 50 % du montant de la taxe d'aménagement. Georges Roméo répond que ce sont les propriétaires qui sont maître d'ouvrage puisque ce sont eux qui choisiront le prestataire.

Éric Barthélémy indique qu'à la base c'est la commune qui est en défaut.

Georges Roméo demandera que la servitude soit mentionnée dans l'acte de vente.

Maximilien Girard souhaite que la commune participe à minima à hauteur de la taxe d'aménagement. Il faut favoriser l'installation d'une jeune famille.

Éric Barthélémy pense qu'il faut faire un effort pour l'installation d'une famille sur la commune.

Georges Roméo propose une participation de 2 000 € sachant qu'il faudra prendre en charge l'installation du compteur ; il restera donc 300 € pour cela sur le montant de la taxe d'aménagement. Il rappelle que les montants dépensés pour les dernières constructions sont d'environ 2 000 €.

Il demande aux conseillers municipaux de se positionner sur le montant d'une participation de 2 000 €.

Éric Barthélémy, Annie Pascal, Maximilien Girard sont pour. Éric Lyobard et Nicolas Armand souhaitent que la participation de la commune ne soit pas supérieure à 50 % du montant de la taxe d'aménagement. Nicolas Armand craint que le geste soit répété pour tout le monde. Éric Lyobard indique que cela ne pourrait se reproduire que dans un cas similaire de servitude non actée et d'une construction neuve.

Vote POUR « 4 », Vote CONTRE « 2 », ABSTENTION « 0 »

Adressage de la commune

Georges Roméo rappelle qu'il faut que l'adressage de la commune soit conforme, notamment pour l'installation de la fibre. Toutes les voies doivent être nommées ; il ne doit plus y avoir de quartier.

Il présente la proposition de La Poste d'un montant de 3 000 € H.T.

Éric Barthélémy indique qu'il n'y a pas que La Poste qui réalise cette prestation. Il se demande s'il y a possibilité de corriger le nom des voies.

Éric Lyobard indique que l'adressage est également utile pour la distribution du courrier et des colis.

La décision du nom des voies appartient à la commune. Sur la base nationale des adresses, les noms de voie apparaissent mais ne sont pas validés.

Les conseillers municipaux valident le devis de La Poste.

Voté à l'unanimité

Questions diverses

- ⇒ Georges Roméo informe qu'à la suite des dégâts des eaux de la mairie, l'expert a établi un rapport dans lequel des postes du devis ont été oubliés, les calculs sont erronés et une vétusté a été appliquée. Lors d'une conversation téléphonique, l'expert a indiqué refaire son rapport avec des calculs justes et sans vétusté. Mais pour l'instant la mairie est toujours dans l'attente de ce rapport. Le premier devis a été fait par un entrepreneur qui n'est jamais venu sur place et qui n'a pas honoré ses rendez-vous. Le devis a été fait en fonction des mesures relevées par le maçon. Une demande de devis a été faite à une autre entreprise.

Éric Lyobard pense qu'il faut relancer l'assureur de la commune : Groupama.

Éric Barthélémy relève avec humour que ces dégâts ont été occasionnés suite à une faute de l'entreprise qui était censée faire des travaux qui éviteraient des fuites.

- ⇒ Georges Roméo souhaiterait que la commune d'Eygalayes ait un blason et il souhaite associer la population à la création de ce blason. Les propositions sont à transmettre à la mairie.
- ⇒ Georges Roméo souhaite que les conseillers municipaux réfléchissent aux investissements à réaliser et à inscrire aux budgets 2022.
- ⇒ Annie Pascal informe que le 14 janvier, le SIVOS se réunira pour décider de la clé de répartition de la participation des communes. Des simulations ont été présentées. Faut-il garder la répartition actuelle : 1/3 potentiel fiscal, 1/3 nombre d'habitant, 1/3 nombre d'enfant ou faut-il prendre en compte seulement le nombre d'enfant.
Éric Lyobard indique qu'il faut revoir les statuts. Il pense que la participation au nombre d'enfant est plus logique et plus juste avec une participation de solidarité pour les communes sans enfant, car le coût de la scolarité d'un enfant est le même quelque soit sa commune d'origine. Il rappelle l'importance que les deux délégués soient présents le 14 janvier prochain pour voter car les avis sont partagés. Pour information le budget de fonctionnement du SIVOS de Séderon est de 30 % plus élevé que celui des autres SIVOS.
- ⇒ Annie Pascal interroge sur le devenir des jardins partagés qui ne sont plus entretenus. Georges Roméo indique qu'il n'y a plus que 2 parcelles louées à M. Velt, que ce dernier lui a indiqué que pour l'instant, il ne pouvait pas s'en occuper. Georges Roméo lui a demandé de prendre une décision avant la fin de l'année, sinon la commune les récupèrera. Il sera demandé à Christophe Chanu de les nettoyer.
Éric Lyobard propose de créer un jardin d'enfant.
Éric Barthélémy pense que ce type d'installation est très onéreuse.
Georges Roméo rappelle qu'il avait été question d'y faire un parking. Éric Lyobard pense qu'il ne faut pas faire un grand parking afin que les camping-cars ne puissent pas y stationner. Il pense qu'il est difficile de changer les habitudes et que les voitures qui stationnent devant la maison Miani et la fontaine y seront toujours à moins d'interdire ces emplacements.
- ⇒ Éric Lyobard aborde le sujet du déneigement et indique que l'entreprise Richard TP ne souhaite plus être prestataire de la commune. Maximilien Girard informe qu'il a acquis une lame de déneigement et qu'il effectuera la prestation au même tarif que Richard TP. Georges Roméo

propose la signature d'une convention. Le circuit de déneigement sera revu ainsi que le déneigement des privés.

- ⇒ Éric Lyobard informe de l'obligation d'installation d'un défibrillateur dans les ERP.
Éric Barthélémy pense que cela implique une formation. Éric Lyobard répond que les défibrillateurs sont automatiques et qu'ils ne fonctionnent pas si l'usage n'est pas correct. Il pense que ce serait une bonne idée de demander aux pompiers d'organiser des formations de premiers secours.
- ⇒ Éric Lyobard souhaiterait que la commune ouvre un cahier de doléances à la mairie afin que les habitants puissent y transmettre leurs réclamations.
Éric Barthélémy informe que cela peut se faire via le site internet et l'adresse électronique de la mairie.

Fin du conseil municipal : 18h15

Interventions du public :

- ❖ Location d'un terrain pour l'installation d'une citerne DECI à La Saulce ou pourquoi pas sur la parcelle B 611.
- ❖ Jardins partagés.
- ❖ Emplacement parking.

Le secrétaire,
Éric Lyobard

Département de la Drôme

COMMUNE D'EYGALAYES

26560 EYGALAYES

Tél : 04.75.28.41.03

Email : mairie-eygalayes@orange.fr

**PROCÈS VERBAL DU CONSEIL MUNICIPAL
DU 30 NOVEMBRE 2021**

L'an deux mille vingt et un, le trente novembre à seize heures, le Conseil Municipal de la commune d'Eygalayes dûment convoqué en assemblée ordinaire, s'est réuni sous la présidence de Georges ROMEO, Maire, à la Mairie d'Eygalayes.

Membres présents : Georges ROMEO, Éric LYOBARD, Éric BARTHÉLÉMY, Maximilien GIRARD, Annie PASCAL, Nicolas ARMAND

Membre absent : Guillaume VELT

Date de la convocation : 23 novembre 2021

Secrétaire de séance : Éric LYOBARD

Membres en exercice : 7

ORDRE DU JOUR :

ORDRE DU JOUR :

- *Approbation du procès-verbal du conseil municipal du 21 septembre 2021*
- *Mise en place de la nomenclature M57 à compter du 1^{er} janvier 2022*
- *Décision modificative budgétaire*
- *Autorisations spéciales d'absence pour événements familiaux accordées aux agents de la collectivité*
- *Organisation du temps de travail*
- *Adhésion au pôle archives, numérisation et RGPD du CDG 26*
- *Proposition du programme de travaux DECI par le bureau d'étude*
- *DECI – demande de financement*
- *Autorisation de déplacement d'une canalisation AEP – parcelle B 684*
- *Participation financière pour le déplacement de la canalisation AEP – parcelle B 684*
- *Adressage de la commune.*
- *Questions diverses*

Début de Séance : 16H

Approbation du procès-verbal du conseil municipal du 30 novembre 2021

Georges Roméo informe que :

- Les travaux supplémentaires pour l'effacement et la fiabilisation des réseaux ont été réglés.
- Concernant la parcelle B 611, tous les propriétaires riverains avaient été conviés à une réunion en vue d'une médiation mais il a été impossible de tous les réunir. Georges Roméo donne lecture d'un courrier adressé à M. et Mme Meirone dans lequel il leur est demandé de restituer une partie de la parcelle incluse dans le périmètre de leur clôture. C'est dans un premier temps une procédure amiable. Aucune réponse n'est parvenue à la mairie à ce jour.
- Pour le projet handball, Éric Lyobard informe qu'un projet de construction d'un gymnase est en cours.
- Le projet d'installation de yourtes a été abandonné.
- Tattiana Delarozière sera l'agent recenseur pour le recensement de population 2022.

Approuvé à l'unanimité

Mise en place de la nomenclature comptable M 57 à partir du 1^{er} janvier 2022

Georges Roméo donne la parole à Géraldine Barrère qui explique que cette norme comptable sera obligatoirement applicable à compter du 1^{er} janvier 2024, que la commune d'Eygalayes s'est portée

volontaire pour une mise en place à compter du 1^{er} janvier 2022. Elle ne concerne que le budget principal. Cette nomenclature est beaucoup plus détaillée que celle utilisée actuellement avec disparition des articles à terminaison 8 qui concernaient les « divers ». Elle se rapproche de la comptabilité privée. Les plus gros changements concernent :

- L'application de la fongibilité des crédits, c'est-à-dire que le maire pourra procéder à des mouvements de crédits de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, dans la limite de 7,5 % du montant des dépenses réelles de chacune des sections, sans passer par une délibération du conseil municipal.
- le principe de l'amortissement d'une immobilisation au prorata temporis. L'amortissement commence à la date de mise en service de l'immobilisation et non l'année suivante comme actuellement, sachant que dans les communes de moins de 3500 habitants, les amortissements ne concernent que les études si elles ne sont pas suivies de travaux.

Éric Lyobard demande s'il sera quand même possible de prendre une délibération pour les mouvements de crédits afin de porter à connaissance des conseillers municipaux la décision. Il lui est répondu que le conseil municipal en sera informé.

Vote POUR « 5 », Vote CONTRE « 0 », ABSTENTION « 1 » (Éric Lyobard)

Décision modificative budgétaire

Georges Roméo indique que l'état d'anomalies des contrôles comptables de la trésorerie a fait ressortir le mandat n° 53 de 2013, passé à l'article 1641 au lieu de l'article 16878 pour la somme de 30 000 € et qu'il convient de régulariser par les écritures suivantes : un titre au 1641 et un mandat au 16878, il y a lieu d'ouvrir les crédits correspondants.

Voté à l'unanimité

Autorisations spéciales d'absence pour évènements familiaux accordées aux agents de la collectivité

Georges Roméo donne la parole à Géraldine Barrère qui expose que l'autorité territoriale a la possibilité de donner aux agents des autorisations d'absence en fonction d'évènements familiaux (naissance, mariage, décès...). Il est nécessaire de voter une délibération qui fixe ce principe et énonce les possibilités. Le projet de délibération a été soumis au Comité Technique qui a émis un avis favorable.

Éric Lyobard demande si les nécessités de service sont prises en compte. Il lui est répondu que oui, cela est mentionné dans l'article 1.

Voté à l'unanimité

Organisation du temps de travail

Georges Roméo donne la parole à Géraldine Barrère qui expose que toutes les collectivités territoriales n'appliquaient pas le même temps de travail pour leurs agents. Les services de l'État demandent de délibérer afin d'harmoniser le temps de travail à 1607 heures annuelles. Ce principe garantit une égalité de traitement en ce qui concerne le temps de travail global sur 12 mois, tout en permettant des modes d'organisation de ce temps différents selon la spécificité des missions exercées.

Le projet de délibération a été soumis au Comité Technique qui a émis un avis favorable.

Annie Pascal s'étonne que les conseillers municipaux soient sollicités pour prendre des décisions sur des sujets purement administratifs.

Voté à l'unanimité

Adhésion au pôle archives, numérisation et RGPD du CDG 26

Georges Roméo informe que pour la commune d'Eygayes, cette convention concerne surtout le RGPD (Règlement Général pour la Protection des Données). Un agent du Centre de Gestion vient une journée tous les 2 ans vérifier la conformité des mesures mises en place par la commune avec ce règlement.

Voté à l'unanimité

Proposition du programme de travaux DECI par le bureau d'étude

Georges Roméo rappelle que les montants proposés pour les travaux ont été ainsi définis dans l'étude DECI (Défense Contre l'Incendie) :

- approche n°1 : 861 300 €
- approche n°2 : 96 800 €
- travaux DETR : 52 800 €

Ont été préconisées, l'installation de 2 citernes incendie quartier La Saulce, une en face de la mairie (à moins de 200 mètres des habitations) et une réserve dans le bassin d'eau potable. Les travaux seraient subventionnés à 80 %.

Les travaux ne sont pas obligatoires ; l'étude informe la commune de ce qu'il serait nécessaire de mettre en place.

Éric Lyobard propose de faire un courrier au préfet en indiquant que l'obligation de réaliser l'étude a été satisfaite mais qu'en revanche il est impossible financièrement pour la commune de réaliser les travaux et que certains travaux pourront être planifiés par tranche. La responsabilité de la commune est engagée puisqu'elle est informée des risques.

Georges Roméo craint que pour les futures demandes de permis de construire, il y ait des refus si les mesures de protection contre les incendies ne sont pas mises en place.

Éric Barthélémy pense qu'il serait préférable de faire en amont un travail de prévention (débroussaillage...). Il est étonné des résultats de l'étude qui ne prennent pas en compte les risques pour les exploitations agricoles et les ERP. Il trouve le travail du bureau d'étude insuffisant.

Georges Roméo indique que c'est avant tout la protection des personnes qui est prise en compte.

Éric Barthélémy estime que le temps d'intervention des pompiers est trop important compte tenu de l'importance du secteur géographique et que c'est pour cette raison qu'il est important d'éviter l'intervention des services de secours et d'incendie par des actions de prévention.

Éric Lyobard pense qu'utiliser de l'eau potable pour la lutte contre l'incendie est une aberration et qu'il serait plus judicieux de récupérer l'eau pluviale des toits des hangars agricoles.

Georges Roméo rappelle qu'il espérait que l'étude DECI préconise l'installation d'un réseau d'eau jusqu'au quartier La Saulce mais les citernes sont approvisionnées par camion.

Éric Barthélémy précise que la commune devra acquérir un terrain pour l'installation des citernes.

Georges Roméo précise que le terrain devra être en bordure de route.

Éric Lyobard se demande ce qu'il faut privilégier : le nombre d'habitants, le facteur risque...

Georges Roméo indique que le village est couvert par les dispositifs existants.

Maximilien Girard, qui est pompier, indique que si c'est possible, les pompiers pompent directement dans la rivière. Il se demande s'il ne serait pas possible de créer un bassin avec une bêche comme à Vers.

Georges Roméo indique que l'étude coûte 4 731 € H.T., qu'il était prévu qu'elle soit financée à 80 % si elle est suivie de travaux. Mais lors de la dernière réunion, il a été indiqué que le Département pouvait financer l'étude, même sans travaux, qu'il était cependant nécessaire d'avoir un schéma directeur d'eau de moins de 5 ans. La demande de subvention a été déposée sur le site du Département, il reste à transmettre la délibération, dans l'attente de la confirmation d'éligibilité de la demande.

Éric Barthélémy se demande s'il n'est pas possible d'augmenter la taille du réservoir.

Georges Roméo pense que cela reviendrait très cher mais qu'il y aurait la possibilité d'installer un bec de canard qui permette de créer une réserve d'eau dans le bassin avec la possibilité de l'utiliser en cas de pénurie d'eau potable.

Annie Pascal se demande si la commune programme des travaux au quartier La Saulce, aura-t-elle l'obligation d'engager des travaux sur d'autres sites. Elle se demande si l'installation d'une seule citerne suffirait.

Georges Roméo répond que non, que les travaux sont recommandés mais non obligatoires.

Éric Lyobard se demande s'il est possible de percevoir les subventions au fur et à mesure de la réalisation des travaux, si construire un bassin de rétention d'eau reviendrait plus cher que l'installation d'une citerne. Il pense qu'il faut sécuriser la population dans un premier temps, puis, ensuite réaliser des travaux en fonction des possibilités financières de la commune.

Georges Roméo indique que l'étude DECI coûte 4 731 € + une citerne : 20 000 € = 24 731 € x 80 % de subvention : 19 784,80 € et donc un reste à charge pour la commune de 4 946,20 €, soit environ le montant de l'étude seule sans subvention. La Préfecture demande aux communes de valider les choix des programmes de travaux afin de déterminer le montant de l'enveloppe DETR.

Éric Lyobard est d'avis de faire un minimum de travaux : une citerne ou une réserve d'eau pour couvrir la responsabilité de la commune et obtenir la subvention pour l'étude. Il pense que la réserve d'eau

serait plus appropriée. Pourquoi ne pas demander un devis ?

Georges Roméo propose d'appeler le bureau d'étude CEREG pour connaître leur position sur la réalisation d'une réserve d'eau.

DECI – demande de financement

Georges Roméo, comme il l'a expliqué précédemment demande au conseil municipal de prendre une délibération pour une demande de financement auprès du Département pour l'étude DECI.

Voté à l'unanimité

Autorisation de déplacement d'une canalisation AEP – parcelle B 684

Georges Roméo demande si les conseillers municipaux souhaitent se réunir à huis clos pour débattre de ce point ou s'ils souhaitent voter à bulletin secret. La réponse est négative. Il rappelle la demande de Tattiana Delarozière et Arnaud Reymann de déplacer la canalisation d'eau potable qui traverse leur terrain à l'endroit où leur future maison sera implantée, comme prévu sur le permis de construire. À l'époque, la canalisation avait été posée avec l'accord du propriétaire, mais aucun acte de servitude n'avait été dressé. Deux possibilités pour le nouveau tracé : sur le haut de la parcelle avec une ventouse ou sur le bas avec une vidange. Georges Roméo est favorable et interroge les conseillers municipaux. Éric Lyobard a contacté le bureau d'étude qui avait réalisé le schéma directeur de l'eau, pour avoir confirmation qu'il n'y aurait pas de perte de pression ; ce qui a été confirmé, à condition d'installer en fonction du tracé retenu une ventouse ou une vidange. L'ensemble des conseillers municipaux sont favorables.

Voté à l'unanimité

Participation financière pour le déplacement de la canalisation AEP – parcelle B 684

Georges Roméo rappelle que la commune a l'obligation d'amener les réseaux en bordure de propriété ; dépenses compensées par la taxe d'aménagement (2 300 € dans le cas présent).

Tattiana Delarozière et Arnaud Reymann ont souhaité une participation de la commune pour le déplacement de la canalisation. Georges Roméo rappelle que la commune s'était engagée à les aider après obtention du permis de construire. Il présente les 3 devis et indique que le choix de l'entreprise et de la solution incombera aux propriétaires :

- Richard TP : 6 003 €
- Société drômoise de construction : 5 692 €
- Nicolas TP : 3 506 €

Georges Roméo propose de prendre en charge 50 % du montant du devis le moins élevé.

Annie Pascal s'interroge sur le choix du devis. Faut-il fixer un pourcentage ou un montant de la prise en charge de la commune ?

Éric Lyobard demande qui va être le maître d'œuvre et quel devis va être retenu ? Il serait favorable pour participer à hauteur de 50 % du montant de la taxe d'aménagement. Georges Roméo répond que ce sont les propriétaires qui sont maître d'ouvrage puisque ce sont eux qui choisiront le prestataire.

Éric Barthélémy indique qu'à la base c'est la commune qui est en défaut.

Georges Roméo demandera que la servitude soit mentionnée dans l'acte de vente.

Maximilien Girard souhaite que la commune participe à minima à hauteur de la taxe d'aménagement. Il faut favoriser l'installation d'une jeune famille.

Éric Barthélémy pense qu'il faut faire un effort pour l'installation d'une famille sur la commune.

Georges Roméo propose une participation de 2 000 € sachant qu'il faudra prendre en charge l'installation du compteur ; il restera donc 300 € pour cela sur le montant de la taxe d'aménagement. Il rappelle que les montants dépensés pour les dernières constructions sont d'environ 2 000 €.

Il demande aux conseillers municipaux de se positionner sur le montant d'une participation de 2 000 €.

Éric Barthélémy, Annie Pascal, Maximilien Girard sont pour. Éric Lyobard et Nicolas Armand souhaitent que la participation de la commune ne soit pas supérieure à 50 % du montant de la taxe d'aménagement. Nicolas Armand craint que le geste soit répété pour tout le monde. Éric Lyobard indique que cela ne pourrait se reproduire que dans un cas similaire de servitude non actée et d'une construction neuve.

Vote POUR « 4 », Vote CONTRE « 2 », ABSTENTION « 0 »

Adressage de la commune

Georges Roméo rappelle qu'il faut que l'adressage de la commune soit conforme, notamment pour l'installation de la fibre. Toutes les voies doivent être nommées ; il ne doit plus y avoir de quartier.

Il présente la proposition de La Poste d'un montant de 3 000 € H.T.

Éric Barthélémy indique qu'il n'y a pas que La Poste qui réalise cette prestation. Il se demande s'il y a possibilité de corriger le nom des voies.

Éric Lyobard indique que l'adressage est également utile pour la distribution du courrier et des colis.

La décision du nom des voies appartient à la commune. Sur la base nationale des adresses, les noms de voie apparaissent mais ne sont pas validés.

Les conseillers municipaux valident le devis de La Poste.

Voté à l'unanimité

Questions diverses

- ⇒ Georges Roméo informe qu'à la suite des dégâts des eaux de la mairie, l'expert a établi un rapport dans lequel des postes du devis ont été oubliés, les calculs sont erronés et une vétusté a été appliquée. Lors d'une conversation téléphonique, l'expert a indiqué refaire son rapport avec des calculs justes et sans vétusté. Mais pour l'instant la mairie est toujours dans l'attente de ce rapport. Le premier devis a été fait par un entrepreneur qui n'est jamais venu sur place et qui n'a pas honoré ses rendez-vous. Le devis a été fait en fonction des mesures relevées par le maçon. Une demande de devis a été faite à une autre entreprise.

Éric Lyobard pense qu'il faut relancer l'assureur de la commune : Groupama.

Éric Barthélémy relève avec humour que ces dégâts ont été occasionnés suite à une faute de l'entreprise qui était censée faire des travaux qui éviteraient des fuites.

- ⇒ Georges Roméo souhaiterait que la commune d'Eygalayes ait un blason et il souhaite associer la population à la création de ce blason. Les propositions sont à transmettre à la mairie.
- ⇒ Georges Roméo souhaite que les conseillers municipaux réfléchissent aux investissements à réaliser et à inscrire aux budgets 2022.
- ⇒ Annie Pascal informe que le 14 janvier, le SIVOS se réunira pour décider de la clé de répartition de la participation des communes. Des simulations ont été présentées. Faut-il garder la répartition actuelle : 1/3 potentiel fiscal, 1/3 nombre d'habitant, 1/3 nombre d'enfant ou faut-il prendre en compte seulement le nombre d'enfant.
Éric Lyobard indique qu'il faut revoir les statuts. Il pense que la participation au nombre d'enfant est plus logique et plus juste avec une participation de solidarité pour les communes sans enfant, car le coût de la scolarité d'un enfant est le même quelque soit sa commune d'origine. Il rappelle l'importance que les deux délégués soient présents le 14 janvier prochain pour voter car les avis sont partagés. Pour information le budget de fonctionnement du SIVOS de Séderon est de 30 % plus élevé que celui des autres SIVOS.
- ⇒ Annie Pascal interroge sur le devenir des jardins partagés qui ne sont plus entretenus. Georges Roméo indique qu'il n'y a plus que 2 parcelles louées à M. Velt, que ce dernier lui a indiqué que pour l'instant, il ne pouvait pas s'en occuper. Georges Roméo lui a demandé de prendre une décision avant la fin de l'année, sinon la commune les récupèrera. Il sera demandé à Christophe Chanu de les nettoyer.
Éric Lyobard propose de créer un jardin d'enfant.
Éric Barthélémy pense que ce type d'installation est très onéreuse.
Georges Roméo rappelle qu'il avait été question d'y faire un parking. Éric Lyobard pense qu'il ne faut pas faire un grand parking afin que les camping-cars ne puissent pas y stationner. Il pense qu'il est difficile de changer les habitudes et que les voitures qui stationnent devant la maison Miani et la fontaine y seront toujours à moins d'interdire ces emplacements.
- ⇒ Éric Lyobard aborde le sujet du déneigement et indique que l'entreprise Richard TP ne souhaite plus être prestataire de la commune. Maximilien Girard informe qu'il a acquis une lame de déneigement et qu'il effectuera la prestation au même tarif que Richard TP. Georges Roméo

propose la signature d'une convention. Le circuit de déneigement sera revu ainsi que le déneigement des privés.

- ⇒ Éric Lyobard informe de l'obligation d'installation d'un défibrillateur dans les ERP.
Éric Barthélémy pense que cela implique une formation. Éric Lyobard répond que les défibrillateurs sont automatiques et qu'ils ne fonctionnent pas si l'usage n'est pas correct. Il pense que ce serait une bonne idée de demander aux pompiers d'organiser des formations de premiers secours.
- ⇒ Éric Lyobard souhaiterait que la commune ouvre un cahier de doléances à la mairie afin que les habitants puissent y transmettre leurs réclamations.
Éric Barthélémy informe que cela peut se faire via le site internet et l'adresse électronique de la mairie.

Fin du conseil municipal : 18h15

Interventions du public :

- ❖ Location d'un terrain pour l'installation d'une citerne DECI à La Saulce ou pourquoi pas sur la parcelle B 611.
- ❖ Jardins partagés.
- ❖ Emplacement parking.

Le secrétaire,
Éric Lyobard

Département de la Drôme

COMMUNE D'EYGALAYES

26560 EYGALAYES

Tél : 04.75.28.41.03

Email : mairie-eygalayes@orange.fr

**PROCÈS VERBAL DU CONSEIL MUNICIPAL
DU 30 NOVEMBRE 2021**

L'an deux mille vingt et un, le trente novembre à seize heures, le Conseil Municipal de la commune d'Eygalayes dûment convoqué en assemblée ordinaire, s'est réuni sous la présidence de Georges ROMEO, Maire, à la Mairie d'Eygalayes.

Membres présents : Georges ROMEO, Éric LYOBARD, Éric BARTHÉLÉMY, Maximilien GIRARD, Annie PASCAL, Nicolas ARMAND

Membre absent : Guillaume VELT

Date de la convocation : 23 novembre 2021

Secrétaire de séance : Éric LYOBARD

Membres en exercice : 7

ORDRE DU JOUR :

ORDRE DU JOUR :

- *Approbation du procès-verbal du conseil municipal du 21 septembre 2021*
- *Mise en place de la nomenclature M57 à compter du 1^{er} janvier 2022*
- *Décision modificative budgétaire*
- *Autorisations spéciales d'absence pour événements familiaux accordées aux agents de la collectivité*
- *Organisation du temps de travail*
- *Adhésion au pôle archives, numérisation et RGPD du CDG 26*
- *Proposition du programme de travaux DECI par le bureau d'étude*
- *DECI – demande de financement*
- *Autorisation de déplacement d'une canalisation AEP – parcelle B 684*
- *Participation financière pour le déplacement de la canalisation AEP – parcelle B 684*
- *Adressage de la commune.*
- *Questions diverses*

Début de Séance : 16H

Approbation du procès-verbal du conseil municipal du 30 novembre 2021

Georges Roméo informe que :

- Les travaux supplémentaires pour l'effacement et la fiabilisation des réseaux ont été réglés.
- Concernant la parcelle B 611, tous les propriétaires riverains avaient été conviés à une réunion en vue d'une médiation mais il a été impossible de tous les réunir. Georges Roméo donne lecture d'un courrier adressé à M. et Mme Meirone dans lequel il leur est demandé de restituer une partie de la parcelle incluse dans le périmètre de leur clôture. C'est dans un premier temps une procédure amiable. Aucune réponse n'est parvenue à la mairie à ce jour.
- Pour le projet handball, Éric Lyobard informe qu'un projet de construction d'un gymnase est en cours.
- Le projet d'installation de yourtes a été abandonné.
- Tattiana Delarozière sera l'agent recenseur pour le recensement de population 2022.

Approuvé à l'unanimité

Mise en place de la nomenclature comptable M 57 à partir du 1^{er} janvier 2022

Georges Roméo donne la parole à Géraldine Barrère qui explique que cette norme comptable sera obligatoirement applicable à compter du 1^{er} janvier 2024, que la commune d'Eygalayes s'est portée

volontaire pour une mise en place à compter du 1^{er} janvier 2022. Elle ne concerne que le budget principal. Cette nomenclature est beaucoup plus détaillée que celle utilisée actuellement avec disparition des articles à terminaison 8 qui concernaient les « divers ». Elle se rapproche de la comptabilité privée. Les plus gros changements concernent :

- L'application de la fongibilité des crédits, c'est-à-dire que le maire pourra procéder à des mouvements de crédits de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, dans la limite de 7,5 % du montant des dépenses réelles de chacune des sections, sans passer par une délibération du conseil municipal.
- le principe de l'amortissement d'une immobilisation au prorata temporis. L'amortissement commence à la date de mise en service de l'immobilisation et non l'année suivante comme actuellement, sachant que dans les communes de moins de 3500 habitants, les amortissements ne concernent que les études si elles ne sont pas suivies de travaux.

Éric Lyobard demande s'il sera quand même possible de prendre une délibération pour les mouvements de crédits afin de porter à connaissance des conseillers municipaux la décision. Il lui est répondu que le conseil municipal en sera informé.

Vote POUR « 5 », Vote CONTRE « 0 », ABSTENTION « 1 » (Éric Lyobard)

Décision modificative budgétaire

Georges Roméo indique que l'état d'anomalies des contrôles comptables de la trésorerie a fait ressortir le mandat n° 53 de 2013, passé à l'article 1641 au lieu de l'article 16878 pour la somme de 30 000 € et qu'il convient de régulariser par les écritures suivantes : un titre au 1641 et un mandat au 16878, il y a lieu d'ouvrir les crédits correspondants.

Voté à l'unanimité

Autorisations spéciales d'absence pour évènements familiaux accordées aux agents de la collectivité

Georges Roméo donne la parole à Géraldine Barrère qui expose que l'autorité territoriale a la possibilité de donner aux agents des autorisations d'absence en fonction d'évènements familiaux (naissance, mariage, décès...). Il est nécessaire de voter une délibération qui fixe ce principe et énonce les possibilités. Le projet de délibération a été soumis au Comité Technique qui a émis un avis favorable.

Éric Lyobard demande si les nécessités de service sont prises en compte. Il lui est répondu que oui, cela est mentionné dans l'article 1.

Voté à l'unanimité

Organisation du temps de travail

Georges Roméo donne la parole à Géraldine Barrère qui expose que toutes les collectivités territoriales n'appliquaient pas le même temps de travail pour leurs agents. Les services de l'État demandent de délibérer afin d'harmoniser le temps de travail à 1607 heures annuelles. Ce principe garantit une égalité de traitement en ce qui concerne le temps de travail global sur 12 mois, tout en permettant des modes d'organisation de ce temps différents selon la spécificité des missions exercées.

Le projet de délibération a été soumis au Comité Technique qui a émis un avis favorable.

Annie Pascal s'étonne que les conseillers municipaux soient sollicités pour prendre des décisions sur des sujets purement administratifs.

Voté à l'unanimité

Adhésion au pôle archives, numérisation et RGPD du CDG 26

Georges Roméo informe que pour la commune d'Eygalayes, cette convention concerne surtout le RGPD (Règlement Général pour la Protection des Données). Un agent du Centre de Gestion vient une journée tous les 2 ans vérifier la conformité des mesures mises en place par la commune avec ce règlement.

Voté à l'unanimité

Proposition du programme de travaux DECI par le bureau d'étude

Georges Roméo rappelle que les montants proposés pour les travaux ont été ainsi définis dans l'étude DECI (Défense Contre l'Incendie) :

- approche n°1 : 861 300 €
- approche n°2 : 96 800 €
- travaux DETR : 52 800 €

Ont été préconisées, l'installation de 2 citernes incendie quartier La Saulce, une en face de la mairie (à moins de 200 mètres des habitations) et une réserve dans le bassin d'eau potable. Les travaux seraient subventionnés à 80 %.

Les travaux ne sont pas obligatoires ; l'étude informe la commune de ce qu'il serait nécessaire de mettre en place.

Éric Lyobard propose de faire un courrier au préfet en indiquant que l'obligation de réaliser l'étude a été satisfaite mais qu'en revanche il est impossible financièrement pour la commune de réaliser les travaux et que certains travaux pourront être planifiés par tranche. La responsabilité de la commune est engagée puisqu'elle est informée des risques.

Georges Roméo craint que pour les futures demandes de permis de construire, il y ait des refus si les mesures de protection contre les incendies ne sont pas mises en place.

Éric Barthélémy pense qu'il serait préférable de faire en amont un travail de prévention (débroussaillage...). Il est étonné des résultats de l'étude qui ne prennent pas en compte les risques pour les exploitations agricoles et les ERP. Il trouve le travail du bureau d'étude insuffisant.

Georges Roméo indique que c'est avant tout la protection des personnes qui est prise en compte.

Éric Barthélémy estime que le temps d'intervention des pompiers est trop important compte tenu de l'importance du secteur géographique et que c'est pour cette raison qu'il est important d'éviter l'intervention des services de secours et d'incendie par des actions de prévention.

Éric Lyobard pense qu'utiliser de l'eau potable pour la lutte contre l'incendie est une aberration et qu'il serait plus judicieux de récupérer l'eau pluviale des toits des hangars agricoles.

Georges Roméo rappelle qu'il espérait que l'étude DECI préconise l'installation d'un réseau d'eau jusqu'au quartier La Saulce mais les citernes sont approvisionnées par camion.

Éric Barthélémy précise que la commune devra acquérir un terrain pour l'installation des citernes.

Georges Roméo précise que le terrain devra être en bordure de route.

Éric Lyobard se demande ce qu'il faut privilégier : le nombre d'habitants, le facteur risque...

Georges Roméo indique que le village est couvert par les dispositifs existants.

Maximilien Girard, qui est pompier, indique que si c'est possible, les pompiers pompent directement dans la rivière. Il se demande s'il ne serait pas possible de créer un bassin avec une bêche comme à Vers.

Georges Roméo indique que l'étude coûte 4 731 € H.T., qu'il était prévu qu'elle soit financée à 80 % si elle est suivie de travaux. Mais lors de la dernière réunion, il a été indiqué que le Département pouvait financer l'étude, même sans travaux, qu'il était cependant nécessaire d'avoir un schéma directeur d'eau de moins de 5 ans. La demande de subvention a été déposée sur le site du Département, il reste à transmettre la délibération, dans l'attente de la confirmation d'éligibilité de la demande.

Éric Barthélémy se demande s'il n'est pas possible d'augmenter la taille du réservoir.

Georges Roméo pense que cela reviendrait très cher mais qu'il y aurait la possibilité d'installer un bec de canard qui permette de créer une réserve d'eau dans le bassin avec la possibilité de l'utiliser en cas de pénurie d'eau potable.

Annie Pascal se demande si la commune programme des travaux au quartier La Saulce, aura-t-elle l'obligation d'engager des travaux sur d'autres sites. Elle se demande si l'installation d'une seule citerne suffirait.

Georges Roméo répond que non, que les travaux sont recommandés mais non obligatoires.

Éric Lyobard se demande s'il est possible de percevoir les subventions au fur et à mesure de la réalisation des travaux, si construire un bassin de rétention d'eau reviendrait plus cher que l'installation d'une citerne. Il pense qu'il faut sécuriser la population dans un premier temps, puis, ensuite réaliser des travaux en fonction des possibilités financières de la commune.

Georges Roméo indique que l'étude DECI coûte 4 731 € + une citerne : 20 000 € = 24 731 € x 80 % de subvention : 19 784,80 € et donc un reste à charge pour la commune de 4 946,20 €, soit environ le montant de l'étude seule sans subvention. La Préfecture demande aux communes de valider les choix des programmes de travaux afin de déterminer le montant de l'enveloppe DETR.

Éric Lyobard est d'avis de faire un minimum de travaux : une citerne ou une réserve d'eau pour couvrir la responsabilité de la commune et obtenir la subvention pour l'étude. Il pense que la réserve d'eau

serait plus appropriée. Pourquoi ne pas demander un devis ?

Georges Roméo propose d'appeler le bureau d'étude CEREG pour connaître leur position sur la réalisation d'une réserve d'eau.

DECI – demande de financement

Georges Roméo, comme il l'a expliqué précédemment demande au conseil municipal de prendre une délibération pour une demande de financement auprès du Département pour l'étude DECI.

Voté à l'unanimité

Autorisation de déplacement d'une canalisation AEP – parcelle B 684

Georges Roméo demande si les conseillers municipaux souhaitent se réunir à huis clos pour débattre de ce point ou s'ils souhaitent voter à bulletin secret. La réponse est négative. Il rappelle la demande de Tattiana Delarozière et Arnaud Reymann de déplacer la canalisation d'eau potable qui traverse leur terrain à l'endroit où leur future maison sera implantée, comme prévu sur le permis de construire. À l'époque, la canalisation avait été posée avec l'accord du propriétaire, mais aucun acte de servitude n'avait été dressé. Deux possibilités pour le nouveau tracé : sur le haut de la parcelle avec une ventouse ou sur le bas avec une vidange. Georges Roméo est favorable et interroge les conseillers municipaux. Éric Lyobard a contacté le bureau d'étude qui avait réalisé le schéma directeur de l'eau, pour avoir confirmation qu'il n'y aurait pas de perte de pression ; ce qui a été confirmé, à condition d'installer en fonction du tracé retenu une ventouse ou une vidange. L'ensemble des conseillers municipaux sont favorables.

Voté à l'unanimité

Participation financière pour le déplacement de la canalisation AEP – parcelle B 684

Georges Roméo rappelle que la commune a l'obligation d'amener les réseaux en bordure de propriété ; dépenses compensées par la taxe d'aménagement (2 300 € dans le cas présent).

Tattiana Delarozière et Arnaud Reymann ont souhaité une participation de la commune pour le déplacement de la canalisation. Georges Roméo rappelle que la commune s'était engagée à les aider après obtention du permis de construire. Il présente les 3 devis et indique que le choix de l'entreprise et de la solution incombera aux propriétaires :

- Richard TP : 6 003 €
- Société drômoise de construction : 5 692 €
- Nicolas TP : 3 506 €

Georges Roméo propose de prendre en charge 50 % du montant du devis le moins élevé.

Annie Pascal s'interroge sur le choix du devis. Faut-il fixer un pourcentage ou un montant de la prise en charge de la commune ?

Éric Lyobard demande qui va être le maître d'œuvre et quel devis va être retenu ? Il serait favorable pour participer à hauteur de 50 % du montant de la taxe d'aménagement. Georges Roméo répond que ce sont les propriétaires qui sont maître d'ouvrage puisque ce sont eux qui choisiront le prestataire.

Éric Barthélémy indique qu'à la base c'est la commune qui est en défaut.

Georges Roméo demandera que la servitude soit mentionnée dans l'acte de vente.

Maximilien Girard souhaite que la commune participe à minima à hauteur de la taxe d'aménagement. Il faut favoriser l'installation d'une jeune famille.

Éric Barthélémy pense qu'il faut faire un effort pour l'installation d'une famille sur la commune.

Georges Roméo propose une participation de 2 000 € sachant qu'il faudra prendre en charge l'installation du compteur ; il restera donc 300 € pour cela sur le montant de la taxe d'aménagement. Il rappelle que les montants dépensés pour les dernières constructions sont d'environ 2 000 €.

Il demande aux conseillers municipaux de se positionner sur le montant d'une participation de 2 000 €.

Éric Barthélémy, Annie Pascal, Maximilien Girard sont pour. Éric Lyobard et Nicolas Armand souhaitent que la participation de la commune ne soit pas supérieure à 50 % du montant de la taxe d'aménagement. Nicolas Armand craint que le geste soit répété pour tout le monde. Éric Lyobard indique que cela ne pourrait se reproduire que dans un cas similaire de servitude non actée et d'une construction neuve.

Vote POUR « 4 », Vote CONTRE « 2 », ABSTENTION « 0 »

Adressage de la commune

Georges Roméo rappelle qu'il faut que l'adressage de la commune soit conforme, notamment pour l'installation de la fibre. Toutes les voies doivent être nommées ; il ne doit plus y avoir de quartier.

Il présente la proposition de La Poste d'un montant de 3 000 € H.T.

Éric Barthélémy indique qu'il n'y a pas que La Poste qui réalise cette prestation. Il se demande s'il y a possibilité de corriger le nom des voies.

Éric Lyobard indique que l'adressage est également utile pour la distribution du courrier et des colis.

La décision du nom des voies appartient à la commune. Sur la base nationale des adresses, les noms de voie apparaissent mais ne sont pas validés.

Les conseillers municipaux valident le devis de La Poste.

Voté à l'unanimité

Questions diverses

- ⇒ Georges Roméo informe qu'à la suite des dégâts des eaux de la mairie, l'expert a établi un rapport dans lequel des postes du devis ont été oubliés, les calculs sont erronés et une vétusté a été appliquée. Lors d'une conversation téléphonique, l'expert a indiqué refaire son rapport avec des calculs justes et sans vétusté. Mais pour l'instant la mairie est toujours dans l'attente de ce rapport. Le premier devis a été fait par un entrepreneur qui n'est jamais venu sur place et qui n'a pas honoré ses rendez-vous. Le devis a été fait en fonction des mesures relevées par le maçon. Une demande de devis a été faite à une autre entreprise.

Éric Lyobard pense qu'il faut relancer l'assureur de la commune : Groupama.

Éric Barthélémy relève avec humour que ces dégâts ont été occasionnés suite à une faute de l'entreprise qui était censée faire des travaux qui éviteraient des fuites.

- ⇒ Georges Roméo souhaiterait que la commune d'Eygalayes ait un blason et il souhaite associer la population à la création de ce blason. Les propositions sont à transmettre à la mairie.
- ⇒ Georges Roméo souhaite que les conseillers municipaux réfléchissent aux investissements à réaliser et à inscrire aux budgets 2022.
- ⇒ Annie Pascal informe que le 14 janvier, le SIVOS se réunira pour décider de la clé de répartition de la participation des communes. Des simulations ont été présentées. Faut-il garder la répartition actuelle : 1/3 potentiel fiscal, 1/3 nombre d'habitant, 1/3 nombre d'enfant ou faut-il prendre en compte seulement le nombre d'enfant.
Éric Lyobard indique qu'il faut revoir les statuts. Il pense que la participation au nombre d'enfant est plus logique et plus juste avec une participation de solidarité pour les communes sans enfant, car le coût de la scolarité d'un enfant est le même quelque soit sa commune d'origine. Il rappelle l'importance que les deux délégués soient présents le 14 janvier prochain pour voter car les avis sont partagés. Pour information le budget de fonctionnement du SIVOS de Séderon est de 30 % plus élevé que celui des autres SIVOS.
- ⇒ Annie Pascal interroge sur le devenir des jardins partagés qui ne sont plus entretenus. Georges Roméo indique qu'il n'y a plus que 2 parcelles louées à M. Velt, que ce dernier lui a indiqué que pour l'instant, il ne pouvait pas s'en occuper. Georges Roméo lui a demandé de prendre une décision avant la fin de l'année, sinon la commune les récupèrera. Il sera demandé à Christophe Chanu de les nettoyer.
Éric Lyobard propose de créer un jardin d'enfant.
Éric Barthélémy pense que ce type d'installation est très onéreuse.
Georges Roméo rappelle qu'il avait été question d'y faire un parking. Éric Lyobard pense qu'il ne faut pas faire un grand parking afin que les camping-cars ne puissent pas y stationner. Il pense qu'il est difficile de changer les habitudes et que les voitures qui stationnent devant la maison Miani et la fontaine y seront toujours à moins d'interdire ces emplacements.
- ⇒ Éric Lyobard aborde le sujet du déneigement et indique que l'entreprise Richard TP ne souhaite plus être prestataire de la commune. Maximilien Girard informe qu'il a acquis une lame de déneigement et qu'il effectuera la prestation au même tarif que Richard TP. Georges Roméo

propose la signature d'une convention. Le circuit de déneigement sera revu ainsi que le déneigement des privés.

- ⇒ Éric Lyobard informe de l'obligation d'installation d'un défibrillateur dans les ERP.
Éric Barthélémy pense que cela implique une formation. Éric Lyobard répond que les défibrillateurs sont automatiques et qu'ils ne fonctionnent pas si l'usage n'est pas correct. Il pense que ce serait une bonne idée de demander aux pompiers d'organiser des formations de premiers secours.
- ⇒ Éric Lyobard souhaiterait que la commune ouvre un cahier de doléances à la mairie afin que les habitants puissent y transmettre leurs réclamations.
Éric Barthélémy informe que cela peut se faire via le site internet et l'adresse électronique de la mairie.

Fin du conseil municipal : 18h15

Interventions du public :

- ❖ Location d'un terrain pour l'installation d'une citerne DECI à La Saulce ou pourquoi pas sur la parcelle B 611.
- ❖ Jardins partagés.
- ❖ Emplacement parking.

Le secrétaire,
Éric Lyobard